



Programme
Alimentaire
Mondial



SAUVIER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Paniers de Dépenses Minimum

Note d'orientation
Mars 2022

Paniers de Dépenses Minimum

© Mars 2022, le Programme Alimentaire mondial (PAM), Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi.

Traduction, basée sur: Minimum Expenditure Baskets Guidance Note, December 2020, World Food Programme (WFP), Research, Assessment and Monitoring Division.

Tous droits réservés. La reproduction est autorisée sauf à des fins commerciales, à la condition que le PAM soit reconnu comme la source originale.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies
Via Cesare Giulio Viola 68/70, Parco de' Medici
00148, Rome – Italie

Arif Husain

Économiste en chef et directeur
Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
Tél. : + 39 06 6513 2014 – e-mail: arif.husain@wfp.org

Eric Branckaert

Évaluation, Ciblage et Surveillance
Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
Email : eric.branckaert@wfp.org

Lena Hohfeld

Unité de l'Évaluation et du Ciblage
(Needs Assessment and Targeting Unit - RAMAN)
Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
Email : [lena.hohfeld@wfp.org](mailto:lana.hohfeld@wfp.org)

Nynne Warring

Unité de l'Analyse de l'Économie et du Marché
(Economic and Market Analysis Unit – RAMAE)
Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
Email : nynne.warring@wfp.org

Le champ de travail des analyses de besoins essentiels

Cette note d'orientation fait partie d'un ensemble de documents d'orientation sur les analyses de besoins essentiels. Le champ de travail des analyses de besoins essentiels du PAM consiste en une collaboration entre la Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi (Research, Assessment and Monitoring - RAM) et la Division des Transferts monétaires et bons (Cash-Based Transfers - CBT) du PAM.

Pour faire part de vos commentaires sur cette note d'orientation, contactez l'un des auteurs ou écrivez aux divisions RAM ou CBT au siège du PAM : wfp.vaminfo@wfp.org et cbt.globalsupport@wfp.org

Remerciements

Cette orientation a grandement bénéficié des contributions de collègues occupant diverses fonctions, sur le terrain et au siège. En particulier, les experts de la Division de la Recherche, de l'Évaluation et du suivi (RAM) du PAM et des Transferts monétaires et bons (CBT) ont apporté des commentaires précieux sur les versions antérieures de ce document. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers nos collègues et partenaires qui ont partagé leurs expériences et leurs bonnes pratiques avec nous pour éclairer ce guide et ses applications.

Table des matières

Préface - l'approche des besoins essentiels	1
À propos de cette note d'orientation	5
1. Qu'est-ce que le panier de dépenses minimum ?	5
2. Pourquoi établir un MEB ?	6
3. Comment établir un MEB : les étapes standards	7
4. Avant de commencer l'analyse	8
5. Établir un MEB : l'approche basée sur les dépenses et l'approche basée sur les droits	10
5.1 L'approche basée sur les dépenses	10
5.2 L'approche basée sur les droits	21
5.3 Résumé et besoins en données pour les approches basées sur les dépenses et sur les droits	23
5.4 L'approche basée sur les dépenses ou l'approche basée sur les droits ? Pour ou contre?	25
6. Aboutir à un MEB réaliste et pertinent du point de vue opérationnel	26
6.1 Combiner les approches : Le MEB hybride	26
6.2 Vérifier la conformité des résultats et les valider avec les parties prenantes	28
7. Prise en compte de la composition des ménages et des économies d'échelle	30
8. Comment établir un SMEB	34
9. Considérations supplémentaires à prendre en compte lors de l'élaboration des MEB	37
9.1 Ajustement pour les différences de prix selon les saisons ou les régions	37
9.2 Les besoins qui varient selon les saisons ou les régions	37
10. Comment trouver un indicateur indirect (proxy) pour un MEB quand on manque de données ou de temps	38
11. Le suivi et la mise à jour du MEB	38
11.1 Assurer le suivi du coût du MEB	38
11.2 Quand établir un nouveau MEB ?	39
Abréviations	40
Références	41
Annexe 1 – Bonne pratique pour l'analyse des données de dépenses	43
Annexe 2 – Le SMEB basé sur les dépenses : une illustration	43

Liste des encadrés

Encadré 1. La liste des tâches pour établir un MEB	7
Encadré 2. Exemples de seuils de pauvreté nationaux	9
Encadré 3. Données des dépenses dans les calculs du MEB – créer un « agrégat de consommation » léger	11
Encadré 4. Le choix de la cohorte de référence	13
Encadré 5. Choisir et vérifier la cohorte de référence : le Tchad, réfugiés syriens au Liban et à Cox's Bazar	14
Encadré 6. Approximation d'un panier alimentaire avec les dépenses alimentaires au niveau du groupe	16
Encadré 7. Kinshasa : panier alimentaire de référence basé sur les dépenses alimentaires par groupe	17
Encadré 8. Cox's Bazar : panier alimentaire de référence avec dépenses détaillées et données de quantité	18
Encadré 9. Les dépenses non alimentaires – les dépenses d'intérêt particulier	19
Encadré 10. Le panier non-alimentaires de référence basé sur les dépenses, Cox's Bazar	20
Encadré 11. L'abri dans le MEB pour les réfugiés syriens	21
Encadré 12. Exemple de MEB basé sur les droits du nord-est du Nigeria	22
Encadré 13. Les approches du MEB – résumé des manières de l'établir	23
Encadré 14. Besoins et sources d'Informations, les approches du MEB	24
Encadré 15. Si des données utilisant une approche d'économie des ménages sont disponibles ?	24
Encadré 16. Les avantages et les inconvénients des différentes approches pour établir un MEB	25
Encadré 17. MEB hybrides en milieu urbain à Kinshasa, en République démocratique du Congo et pour les réfugiés syriens en Turquie	27
Encadré 18. Panier non-alimentaire de la Turquie : composition du MEB par rapport à la consommation réelle	29
Encadré 19. Économies d'échelles au Liban et à Cox's Bazar	31
Encadré 20. Les SMEB basés sur les droits	35
Encadré 21. Les SMEB hybrides	36

Liste des graphiques

Graphique 1. Les analyses de besoins essentiels	4
Graphique 2. Choisir la cohorte du MEB.	12
Graphique 3. Économies d'échelle et dépenses par personne – illustration du concept	30
Graphique 4. Combiner les éléments plats et proportionnels dans le MEB	33
Graphique 5. Déclencheurs possibles de réexamen de la composition du MEB	39

Préface – l’approche des besoins essentiels

Que sont les besoins essentiels ?

Cette note d’orientation sur l’évaluation des besoins essentiels fait partie d’un ensemble de documents d’orientations sur les analyses des besoins essentiels. Cette préface introduit brièvement le concept de besoins essentiels, le raisonnement qui sous-tend l’ensemble des documents d’orientation pour les analyses de besoins essentiels, en quoi consistent ces analyses et comment les différents éléments analytiques peuvent être utilisés.

Le concept de besoins essentiels trouve son origine dans l’approche des besoins fondamentaux proposée par l’Organisation internationale du Travail (OIT). Le rapport de l’OIT sur la Conférence mondiale de l’emploi de 1976 a défini les besoins fondamentaux en termes de consommation privée des ménages de biens tels que la nourriture, les vêtements et le logement, et de services tels que l’approvisionnement en eau et l’assainissement, l’éducation et les transports publics.¹ Depuis lors, **les besoins de base – ou essentiels – ont été largement définis dans plusieurs cadres analytiques comme les biens et services essentiels requis de manière régulière ou saisonnière par les ménages pour assurer leur survie et un niveau de vie minimum, sans recourir à des mécanismes d’adaptation négatifs ni compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens d’existence essentiels.**²

Ce qui compte comme essentiel dépendra grandement du contexte et de ce que les gens eux-mêmes considèrent comme les aspects les plus importants nécessaires pour assurer leur survie et leur bien-être.

Cela équivaut à une définition de travail pour un concept hautement contextuel. Cette définition n’est pas une liste universelle de ce qui constitue des besoins essentiels. Le droit international humanitaire et les droits de l’Homme proposent un point de départ utile pour cela, protégeant les droits des populations touchées par une crise liée à la nourriture, l’eau, l’assainissement, l’habillement, l’abri et des soins de santé vitaux. Cependant, ce qui est considéré comme essentiel dépendra grandement du contexte et de ce que les individus eux-mêmes considèrent comme les aspects les plus importants nécessaires pour assurer leur survie et leur bien-être. Afin de passer du concept à l’analyse et à l’action concrètes, **toute définition des besoins essentiels doit toujours être contextualisée** et vérifiée par le biais de consultations auprès de la population d’intérêt et d’autres parties prenantes.

Pourquoi le PAM s’intéresse aux besoins essentiels ?

Les analyses de besoins essentiels, la façon dont les individus y répondent et les difficultés ou les contraintes rencontrées lorsqu’ils tentent d’y répondre enrichit la compréhension de l’insécurité alimentaire, de ses facteurs et de la manière dont elle est liée à la satisfaction d’autres besoins. Une compréhension approfondie des besoins essentiels aide à concevoir des réponses efficaces en matière de sécurité alimentaire.

Parmi les besoins essentiels, la nourriture est centrale. Souvent, la nourriture est le besoin pour lequel les ménages pauvres dépensent la plus grande part de leurs ressources. Mais la capacité d’un ménage à répondre à ses besoins alimentaires et nutritionnels dépend également de sa capacité à répondre à d’autres besoins essentiels. Lorsque les ménages disposent de ressources limitées, ils devront constamment établir des priorités entre des besoins souvent aussi urgents les uns que les autres. Ils peuvent avoir à choisir entre dépenser de l’argent pour les soins de santé ou les frais de scolarité ou pour acheter différents types de nourriture. Dans le même temps, être en mauvaise santé ou avoir un accès limité à l’eau potable a un impact négatif sur la capacité d’un ménage à assurer sa sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela illustre l’importance d’analyser ensemble les besoins essentiels et explique la nécessité d’adopter le prisme des besoins essentiels afin de comprendre la sécurité alimentaire et concevoir des interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Reconnaître ce lien entre la sécurité alimentaire et la satisfaction d’autres besoins essentiels est primordial dans les activités visant à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). Le plan stratégique du PAM pour 2017-2021 souligne que pour atteindre l’ODD 2 – éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l’agriculture durable – le PAM doit intégrer une stratégie qui change les vies à son objectif de sauver des vies. Cela signifie s’efforcer d’avancer vers des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition durables tout en comprenant que la réalisation de l’ODD 2 et d’autres ODD sont liées.

Bâtir des partenariats stratégiques pour des synergies plus fortes est primordial pour améliorer la sécurité alimentaire. L’ODD 17 – renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser – reconnaît le rôle crucial des partenariats dans l’obtention de résultats holistiques et durables pour les populations touchées. Un autre accord international clé, la Grande Négociation, a engagé ses signataires à travailler ensemble de manière plus efficace et harmonieuse afin de mieux assister le nombre croissant de personnes vulnérables touchées par les crises dans le monde.

¹ L’emploi était considéré à la fois comme un moyen et une fin; la participation à la prise de décision a également été incluse.

² Voir le *Glossaire terminologique du secteur des transferts monétaires du Cash Learning Partnership (Glossaire CaLP)*; et *Save the Children UK, 2018*.

Dans ce contexte et sur la base des bonnes pratiques du PAM et de ses partenaires, un module analytique intégré a été élaboré afin de fournir des conseils sur la manière d'analyser les besoins essentiels. Cet ensemble de documents s'appuie sur les orientations et la recherche existantes ainsi que sur l'expérience pratique et les leçons apprises. Il est conçu en vue de fournir des résultats analytiques qui peuvent être utilisés pour éclairer la prise de décision stratégique et opérationnelle et la conception de programmes.

Étant donné que l'analyse, la compréhension et l'aide aux populations afin qu'ils puissent satisfaire à leurs besoins essentiels n'est par définition pas l'affaire d'une seule agence, l'ensemble des documents élaborés par le PAM constitue un point de départ pour la collaboration inter-institutionnelle dans l'analyse. Il propose des approches basées sur des données et des indicateurs quantitatifs, mais permet également une flexibilité analytique, soulignant l'importance de la collaboration, de l'enquête qualitative et de l'adaptation contextuelle.

Les analyses de besoins essentiels sont particulièrement pertinentes lorsque le PAM et ses partenaires cherchent à soutenir les stratégies et politiques gouvernementales telles que la conception de systèmes de sécurité sociale, en tant que boîte à outils pour soutenir la conception d'évaluations conjointes multipartites, ou d'interventions conjointes, harmonisées ou complémentaires. Ces analyses de besoins essentiels se sont avérées utiles dans divers contextes, des camps de réfugiés aux situations d'insécurité alimentaire chronique. Elles sont souvent très pertinentes pour évaluer la situation des populations urbaines pauvres : les ménages urbains dépendent fortement des marchés pour répondre à leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels, y compris le logement. En effet, le coût de la vie et les sources de revenus instables rendent les ménages vulnérables aux chocs, les obligeant à choisir entre différents besoins essentiels en période de difficultés.

Que sont les analyses de besoins essentiels ? L'ensemble d'outils d'analyse

L'ensemble des outils d'analyse de besoins essentiels du PAM se compose de trois parties :

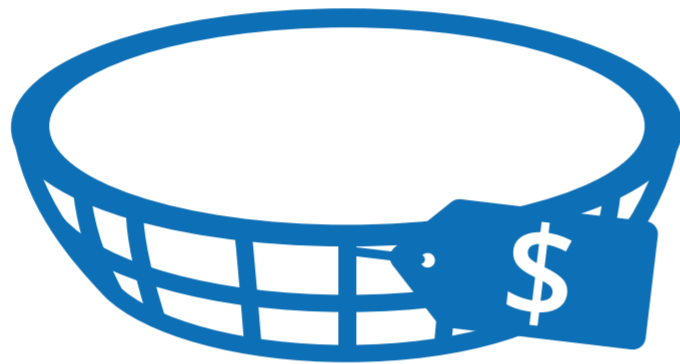
L'évaluation des besoins essentiels est une évaluation du ménage et/ou de la communauté qui aide à comprendre si et de quelle manière les individus répondent à leurs besoins essentiels. En tant que telle, elle se concentre sur l'aspect demande des besoins essentiels. L'évaluation vise à identifier et analyser les besoins essentiels et les insuffisances, à estimer le nombre de personnes dans le besoin et à établir leur profil en décrivant leurs principales caractéristiques. Il vise à répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les besoins essentiels de la population et comment y répond-elle ?
- Quels besoins essentiels ne sont pas satisfaits et pourquoi ?
- Combien de personnes sont incapables de répondre à leurs besoins essentiels ?
- Qui sont les personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels ?
- Où sont les personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels ? et
- Comment aider les ménages à répondre à leurs besoins essentiels ?

L'évaluation des besoins essentiels favorise l'utilisation d'analyses qualitatives et quantitatives. Elle propose une série d'indicateurs de besoins essentiels qui capturent divers aspects des besoins essentiels et la capacité d'un ménage à y répondre, y compris des mesures de la capacité économique des ménages à répondre aux besoins essentiels, les privations relatives à différents besoins essentiels, la manière dont les ménages font face lorsqu'ils peinent à répondre à leurs besoins essentiels et de quelle manière ils établissent des priorités entre les besoins non satisfaits.

Un ensemble d'outils d'analyse intégré a été préparé pour fournir des conseils sur la façon d'analyser les besoins essentiels. Cet ensemble s'appuie sur les orientations et la recherche existantes ainsi que sur l'expérience pratique et les leçons apprises.

Le Panier de Dépenses Minimum (MEB) examine les besoins qui sont satisfaits, partiellement ou en totalité, par le marché. Il fixe un seuil monétaire, défini comme ce dont les ménages ont besoin pour répondre à leurs besoins essentiels. Le point de départ pour construire un MEB est généralement les données sur les dépenses des ménages. Celles-ci sont analysées et triangulées avec des informations sur les besoins sectoriels pour obtenir une mesure du coût minimum des besoins essentiels en fonction du modèle de demande réel et des priorités de consommation de la population d'intérêt. Les données sur les dépenses peuvent être recueillies dans le cadre de la collecte des données d'évaluation des besoins essentiels. Une fois construit, le MEB lui-même sert de contribution clé dans l'ensemble des indicateurs d'évaluation des besoins essentiels car il est utilisé pour évaluer les ménages qui ont la capacité économique de répondre à leurs besoins grâce au marché.



L'analyse de l'approvisionnement examine l'offre de biens et services essentiels et revoit si le marché et/ou l'offre publique peuvent soutenir la demande liée aux besoins essentiels. Il intègre des méthodes quantitatives pour examiner le fonctionnement de base du marché avec une enquête qualitative de l'offre et de l'accès.

Les trois outils de guidage sont conçus de manière à pouvoir être utilisés indépendamment les uns des autres ou ensemble.

Une analyse complète des besoins essentiels nécessiterait d'entreprendre une évaluation des besoins essentiels, l'établissement d'un MEB et la réalisation d'une analyse de l'offre. Cette combinaison est recommandée pour l'analyse la plus complète car chaque élément complète l'autre.

Une analyse complète des besoins essentiels nécessiterait de procéder à une évaluation des besoins essentiels, de construire un panier de dépenses minimum et d'effectuer une analyse de l'offre.

La compréhension fondamentale des besoins essentiels acquise à partir de l'évaluation des besoins essentiels peut renseigner l'analyse de l'offre. Les résultats peuvent aider à focaliser une analyse de marché complexe sur les besoins les plus critiques, tandis que les données des ménages peuvent être utilisées pour comprendre comment les ménages perçoivent l'offre et la qualité des services essentiels et leur accès à ceux-ci. Dans le même temps, une analyse approfondie de l'offre de biens et services essentiels enrichit la compréhension de la demande des ménages et permet à l'analyste d'identifier les interventions possibles : quels besoins peuvent être satisfaits par le marché ? Existe-t-il une demande effective, et des interventions du côté de l'offre ou de la demande, ou une combinaison de celles-ci, seraient-elles mieux adaptées pour aider la population d'intérêt ? Le MEB relie l'offre et la demande en ce sens qu'il identifie un seuil monétaire pour répondre aux besoins essentiels à travers le marché. Il permet l'évaluation des besoins essentiels pour identifier les ménages ayant une capacité économique suffisante. Il présente également de fortes complémentarités avec l'analyse de l'offre car il permet de révéler les modes de consommation du marché. À son tour, l'analyse de l'offre apporte des informations précieuses pour une analyse basée sur le MEB car elle met en évidence les biens et services qui sont fournis de manière adéquate.

Les analyses de besoins essentiels fournissent un cadre facile à opérationnaliser, tout en offrant la flexibilité et les détails nécessaires pour s'adapter à différents contextes.

L'approche analytique s'appuie sur différentes écoles de pensée issues des domaines de l'action humanitaire, du développement et de l'analyse de la pauvreté. Elle combine des idées de l'approche du coût des besoins de base pour les seuils de pauvreté monétaire. Cette approche considère la pauvreté comme la privation de consommation, avec des perspectives de pauvreté plus multidimensionnelles issues des approches du développement humain et des capacités. Grâce à cette combinaison, les analyses de besoins essentiels fournissent un cadre facile à opérationnaliser, tout en offrant la flexibilité et les détails nécessaires pour s'adapter à différents contextes et produire des informations pertinentes pour la prise de décision programmatique.

Si ces trois éléments d'analyse doivent être menés ensemble autant que possible, il existe des situations dans lesquelles un seul élément est nécessaire, par exemple quand l'analyse est étalée dans le temps ou quand différents collaborateurs prennent en charge différents éléments. Chaque note d'orientation est conçue comme un document autonome, permettant aux analystes de la suivre sans référence aux autres.

Une série de notes d'orientation sur l'opérationnalisation et les bonnes pratiques documentées complètent l'ensemble des outils analytiques. Cet ensemble apporte des conseils concrets sur la façon dont les résultats des analyses de besoins essentiels peuvent être traduits dans la conception de programmes et éclairer la prise de décision. Les analyses de besoins essentiels identifient les difficultés auxquelles les ménages sont confrontés pour répondre à leurs besoins, le coût de la satisfaction de ces besoins sur le marché et si les biens et services essentiels nécessaires sont disponibles. En tant que telles, elles constituent la base de la conception des programmes pour les interventions du côté de la demande et de l'offre. Leurs résultats peuvent, par exemple, être utilisés pour informer le ciblage et la priorisation des bénéficiaires, la sélection de la modalité de transfert, la

définition des valeurs de transfert et d'autres caractéristiques de conception du programme. Elles sont adaptées au suivi des besoins dans le temps et à l'évaluation de l'efficacité des programmes. Cet ensemble de documents sera continuellement mis à jour afin de refléter les nouveaux apprentissages.

Bien que les analyses de besoins essentiels puissent éclairer la conception du programme, elles n'apportent pas nécessairement une réponse aux besoins essentiels. Les analyses de besoins essentiels et l'ensemble des outils analytiques peuvent être une offre de service, en particulier pour aider des gouvernements à concevoir des politiques, des stratégies et des programmes aux niveaux national et local.



Graphique 1. Les analyses de besoins essentiels

i À propos de cette note d'orientation

Cette note d'orientation définit les étapes de base pour l'établissement d'un panier de dépenses minimum (MEB). Elle est conçue dans le but de clarifier les concepts et les bonnes pratiques fondées sur l'expérience des domaines humanitaires et du développement. Elle a pour but fondamental de fournir une série d'options visant à faciliter une application spécifique au contexte des recommandations qu'elle présente.

Cette note d'orientation commence par introduire le concept de MEB et ses différents usages (sections 1 et 2). Les sections 3 à 6 expliquent comment construire un MEB, y compris les aspects importants à considérer avant de commencer les analyses et les différentes approches du MEB. La section 7 examine la manière de traiter la taille et la composition des ménages dans l'analyse MEB, tandis que le concept du panier des dépenses minimum de survie (SMEB) est introduit dans la section 8. La section 9 présente des considérations supplémentaires telles que les ajustements de prix régionaux ou saisonniers et la section 10 explique comment trouver des proxys MEB lorsque le temps ou les données sont insuffisants. En conclusion, la section 11 offre des conseils sur la façon de mettre à jour le MEB et d'assurer son suivi.

1 Qu'est-ce que le panier de dépenses minimum ?

Un MEB est défini comme ce dont un ménage a besoin pour répondre à ses besoins essentiels, sur une base régulière ou saisonnière, et son coût.³ Les besoins essentiels (ou de base) sont définis comme « les biens et services essentiels requis de manière régulière ou saisonnière par les ménages pour assurer leur survie et un niveau de vie minimum, sans recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs ni compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens d'existence essentiels ».⁴ Le MEB est un seuil monétaire – le coût de ces biens, services publics, services et ressources – et est conceptuellement équivalent à un seuil de pauvreté.⁵ Il décrit généralement le coût de la satisfaction d'un mois de besoins essentiels. Étant donné que le MEB fixe un seuil monétaire minimum permettant de couvrir les besoins essentiels, les ménages dont les dépenses sont inférieures au MEB sont définis comme étant incapables de répondre à leurs besoins essentiels.

Dans la documentation et la recherche sur la pauvreté, les MEB ont longtemps été établis principalement pour établir des seuils de pauvreté nationaux et déterminer le pourcentage de ménages dans la population qui sont pauvres, c'est-à-dire qui ne peuvent pas répondre à leurs besoins essentiels. L'approche par le « coût des besoins de base », qui implique la mise en place d'un MEB, est assez nouvelle dans le contexte humanitaire. Cependant, cela a longtemps été le moyen le plus courant de construire des seuils de pauvreté nationaux.⁶ En conséquence, il existe souvent une expérience nationale sur laquelle s'appuyer pour entreprendre l'établissement d'un MEB.

Un MEB ne prend pas nécessairement en compte tous les besoins essentiels d'un ménage. Il ne prend en compte que les besoins du ménage couverts complètement ou en partie par le marché. Il ne s'agit pas d'une tentative de monétiser tous les besoins d'une population. Par exemple, dans les contextes où l'électricité est considérée comme un besoin essentiel mais n'est pas disponible pour la population d'intérêt, elle ne devrait pas être incluse dans le MEB. Si un abri est fourni gratuitement dans un camp de réfugiés, ou si l'éducation publique est fournie gratuitement, ces besoins et leurs coûts ne sont pas pris en compte dans le MEB. Un besoin peut donc être essentiel mais non inclus dans le MEB.

Un MEB prend en compte le coût des besoins essentiels pour les ménages moyens. Il ne prend pas explicitement en compte les besoins supplémentaires de certaines personnes telles que les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap ou les personnes atteintes de maladies chroniques. Les besoins supplémentaires des différents types d'individus seront pris en compte dans la mesure où ils sont représentés dans le ménage moyen. La manière d'identifier les ménages « moyens » est abordée dans les sections sur l'établissement du MEB.

Un MEB vise à prendre en compte les besoins récurrents et réguliers des ménages. Il ne prend généralement pas en compte les coûts ponctuels. Cela peut être difficile à réaliser, en particulier dans les situations d'urgence lorsque les besoins sont dynamiques. Bien que ce guide suggère de maintenir la composition du MEB fixe dans la mesure du possible, dans de telles situations, il peut être justifié de créer un MEB provisoire (voir la section Comment trouver un indicateur indirect (proxy) pour un MEB lorsque les données ou le temps sont insuffisants) et un MEB final lorsque la situation se stabilise. L'on rencontre une difficulté similaire dans le cas de besoins qui sont intrinsèquement irréguliers, importants et imprévisibles, tels que les besoins de santé. Ceci est également examiné dans les sections sur l'établissement du MEB.

³ Cette définition est tirée de celle du HCR et al., 2015.

⁴ Définition de *besoins de bases*. Voir [glossaire du CaLP](#).

⁵ Notez que conceptuellement, un MEB est équivalent à un seuil de pauvreté en ce qu'il décrit un seuil monétaire pour pouvoir couvrir les besoins essentiels.

Cela ne signifie pas que le MEB est équivalent au seuil de pauvreté national.

⁶ [Haughton et Khandker, 2009](#).

Il existe différentes approches pour établir un MEB. Comme l'explique le Manuel de la Banque mondiale sur la pauvreté et les inégalités,⁷ le point de départ typique pour établir un MEB est d'estimer le coût d'achat de la nourriture nécessaire pour répondre aux besoins énergétiques, généralement 2100 calories par personne et par jour, conformément à la norme Sphere. Or, le coût de 2100 calories varie avec le régime alimentaire des ménages, qui dépend généralement de leur situation économique. Le coût des autres besoins essentiels non alimentaires est alors ajouté. Il existe deux approches pour déterminer les articles alimentaires et non alimentaires qui devraient figurer dans le MEB : une approche basée sur les dépenses qui se base sur la demande effective, et une approche basée sur les droits qui se focalise sur les besoins évalués. Alors que l'approche basée sur les dépenses est généralement utilisée pour établir des seuils de pauvreté nationaux, l'approche basée sur les droits est la principale méthode suivie dans les directives opérationnelles pour les subventions en espèces à usages multiples développées à des fins humanitaires.⁸ Une combinaison de ces approches, une approche hybride, peut également être utilisée et est souvent recommandée. Ce guide décrit chaque approche.

L'établissement d'un MEB est toujours arbitraire dans une certaine mesure. Quelle que soit la manière dont un MEB est établi, des choix doivent être faits en cours d'exercice. L'objectif de l'analyse peut influencer la méthodologie utilisée pour élaborer le MEB. Le choix du groupe de personnes dont la demande effective sera examinée – les ménages « moyens » – a aussi un impact important sur la valeur du MEB. Ce guide fournit une orientation sur la façon d'opérer ces choix, mais les analystes devront toujours faire preuve de bon sens.

Un MEB n'est pas équivalent à une valeur de transfert.

Une valeur de transfert représente la valeur monétaire transférée par les gouvernements ou les organisations telles que le PAM aux ménages afin d'aider ces derniers à répondre à leurs besoins. La valeur du MEB n'est pas la même que la valeur qui devrait être transférée aux ménages, mais le MEB peut être un élément essentiel lors de la détermination des valeurs de transfert. La plupart des ménages peuvent compter sur leurs propres ressources pour répondre au moins à certains de leurs besoins, de sorte que la valeur de transfert sera généralement inférieure à la valeur du MEB. Cette valeur de transfert permet de couvrir l'écart entre les ressources propres des ménages, les autres aides reçues et le MEB. La distinction entre le MEB et la valeur de transfert est également importante car le MEB reste le même quelles que soient les contraintes d'assistance et de financement, alors que la valeur de transfert pourrait être impactée par ces facteurs.⁹

Afin d'assurer le suivi des effets d'une intervention ou d'un programme, le MEB ne doit pas être modifié au fil du temps. Le seuil ne doit être ajusté que pour les changements de prix ou lorsque des changements majeurs dans le contexte et les besoins des ménages se produisent et qui nécessiteraient l'établissement d'un nouveau MEB.

2 Pourquoi établir un MEB ?

Le MEB a une gamme d'applications. Dans les **programmes humanitaires et de développement**, le MEB peut soutenir le profilage des ménages en identifiant les caractéristiques de ceux qui ne peuvent pas répondre à leurs besoins essentiels;¹⁰ il peut également appuyer les décisions sur les valeurs de transfert liées aux besoins alimentaires et non alimentaires. Pour les **partenariats**, le MEB peut soutenir la coordination et la programmation multisectorielles avec les gouvernements, les organisations partenaires et les donateurs. Dans **l'analyse du marché et de l'approvisionnement**, le MEB peut aider à identifier les biens et services à inclure dans une analyse de l'approvisionnement en identifiant les besoins essentiels des ménages couverts à travers le marché. Enfin, dans le cadre du **suivi**, le MEB peut aider au suivi des résultats immédiats et à long terme grâce à l'analyse des tendances en termes de dépenses par rapport au MEB et il peut aider à établir un panier qui sert de référence pour suivre les prix du marché et le coût de la vie.

Une approche hybride pour construire le MEB combine l'approche basée sur les dépenses et l'approche basée sur les droits et est souvent recommandée.

⁷ Ibid.

⁸ UNHCR et al, 2015.

⁹ Pour plus d'échanges au sujet des éléments à considérer pour déterminer une valeur de transfert, voir PAM, 2020c.

¹⁰ Pour une application possible, voir PAM, 2020a.

3 Comment établir un MEB : les étapes standards

Un MEB est construit en estimant le coût d'achat de nourriture adéquate et en ajoutant le coût d'autres dépenses essentielles non alimentaires.¹¹ L'encadré

ci-dessous illustre les étapes de construction d'un MEB.

Les deux principales méthodes d'établissement des MEB sont l'approche basée sur les dépenses et l'approche basée sur les

droits. Les sections 5 et 6 décrivent ces méthodes et la manière de les combiner pour appliquer une **approche hybride**.

Quelle que soit l'approche, il est crucial d'arriver à un MEB **réaliste, pertinent et opérationnel qui soit basé sur les habitudes de consommation** – la section 6 examine également comment garantir cela. Avant d'entrer dans les détails de l'établissement du MEB, la section suivante décrit les questions clés à poser avant de commencer l'analyse du MEB.



Encadré 1

LA LISTE DES TÂCHES POUR ÉTABLIR UN MEB



Identifier les partenaires et parties prenantes clés et décider des objectifs et du processus ;



Déterminer le point de départ analytique (par exemple, examiner les seuils de pauvreté nationaux, définir la population d'intérêt, vérifier les données disponibles) et décider de l'approche ;



Construire le panier alimentaire ;



Construire le panier non-alimentaire ;



Vérifier les résultats et les valider auprès des parties prenantes.

SELON LE CONTEXTE, IL CONVIENT AUSSI DE :

- Prendre en compte la taille et la composition du ménage ;
- Adapter le MEB aux différents besoins selon les régions ou les saisons ;
- Ajuster le MEB aux différences de prix régionales ou urbaines/rurales si significatives.

¹¹ Ceci est conforme à l'approche du coût des besoins de base largement utilisée pour les seuils de pauvreté, comme décrit dans les sections précédentes.

4 Avant de commencer l'analyse

Avant de se lancer dans l'établissement des composantes du MEB, examinez les questions suivantes pour décider de la meilleure façon d'aborder l'analyse.

Quel est l'objectif et qui sont les partenaires ?

Commencez par fixer l'objectif et considérez le but du MEB une fois l'analyse terminée. Si l'analyse du MEB est un exercice conjoint, identifiez des partenaires potentiels, éventuellement dans des groupes de travail inter-institutionnels, comme les groupes de travail sur les valeurs de transfert, il faut prendre connaissance du type d'informations que diverses organisations peuvent partager et organiser la division du travail. Dans certains cas, il peut être utile de rédiger des termes de référence pour l'analyse MEB afin de clarifier le processus et la méthodologie envisagés. Même si l'analyse MEB sera menée par une seule agence, il est toujours judicieux d'identifier des partenaires qui seront intéressés par les résultats et qui pourront être consultés en cours de route.¹²

Pour qui établit-on le MEB ?

Il est important de définir la population cible pour le MEB. Est-il élaboré pour l'ensemble du pays ? Ou sera-t-il uniquement utilisé dans un camp de réfugiés, par exemple, ou dans une région particulière où les besoins peuvent différer de ceux du reste du pays ? Il est essentiel de décider dès le départ où et pour qui le MEB doit s'appliquer. Puisque le MEB décrit le coût des besoins essentiels, la population pour laquelle le MEB est construit devrait idéalement avoir des modèles de consommation et des besoins relativement homogènes. Si les modes de consommation sont très différents, il faut envisager de construire différents MEB ou de faire varier certaines de ses composantes pour des sections de la population.

Des MEB ont-ils déjà été créés pour la population cible ?

Si un ou plusieurs MEB sont déjà utilisés, l'exercice d'analyse peut consister à mettre à jour ou même à « vérifier la conformité sur le terrain » des paniers existants pour voir si les comportements de consommation des populations ou les prix qui étaient appliqués n'ont pas changé. Si les paniers existants s'avèrent valides et pertinents, il n'est peut-être pas nécessaire de lancer une nouvelle analyse MEB.

Quelles informations et données sont déjà disponibles et de nouvelles données sont-elles nécessaires ?

Il faut prendre en compte les données ou analyses qui sont déjà disponibles à partir d'évaluations des besoins essentiels ou d'autres enquêtes auprès des ménages (réalisées par le PAM ou par d'autres organismes). Les données couvrent-elles la zone et la population d'intérêt ? Il faut prendre en compte également les informations qualitatives qui pourraient être disponibles pour expliquer certains modèles de dépenses, et s'il existe un accès aux informations sur le marché et les prix. Si les données disponibles sont insuffisantes ou obsolètes, il faut prévoir de collecter de nouvelles données. Une analyse MEB est grandement renforcée lorsqu'elle est menée dans le cadre d'une évaluation complète des besoins essentiels. L'évaluation décrit les besoins essentiels de la population d'intérêt, ce qui est un point de départ utile pour une analyse MEB et complète la perspective monétaire fournie par un MEB.

Puisque le MEB décrit le coût des besoins essentiels, la population pour laquelle le MEB est établi devrait idéalement avoir des modèles de consommation et des besoins relativement homogènes.

Le seuil de pauvreté national peut-il être utilisé ?

Avant de commencer l'établissement d'un MEB, il est utile de savoir si un seuil de pauvreté national existe et comment et quand il a été construit. De nombreux pays ont leur propre seuil de pauvreté national, alors pourquoi ne pas utiliser ce seuil de pauvreté (et le panier correspondant) comme MEB ? Dans la mesure du possible, le premier choix devrait être de s'aligner sur les pratiques gouvernementales. Cependant, cela n'est souvent pas réalisable, pour trois raisons principales :

- Les pratiques varient considérablement lorsqu'il s'agit d'établir des seuils de pauvreté nationaux. Bien que l'approche la plus courante soit le coût des besoins de base à l'aide des MEB, les seuils de pauvreté sont parfois définis comme une part du revenu moyen ou médian ou des dépenses moyennes ou médianes du pays ou comme un pourcentage fixe de la répartition des revenus ou des dépenses (bien que ce ne soit généralement pas le cas dans les pays à faible revenu). De plus, même lorsqu'un MEB a été construit pour développer le seuil de pauvreté, différentes méthodologies existent. Par exemple, les pays excluent parfois les articles non alimentaires de leur seuil de pauvreté MEB. Les pays peuvent également avoir des seuils de pauvreté différents pour des objectifs différents et des régions différentes.¹³ Ces facteurs peuvent tous limiter l'utilisation du seuil de pauvreté national comme MEB.

¹² La fiche de conseils sur le MEB du Cash Learning Partnership propose des conseils utiles sur les processus inter-agences autour de la construction d'un MEB. Baizan and Klein, 2019.

¹³ Jolliff and Prydz, 2016.

- La population cible pour un MEB pourrait différer de la population nationale et donc du seuil de pauvreté du pays. Ce groupe de personnes peut avoir des besoins essentiels différents, par exemple s'ils vivent dans des camps de réfugiés ou n'ont pas accès aux mêmes services que la population résidente (par exemple, l'éducation publique).
- Les données que le PAM collecte généralement par le biais d'évaluations des besoins essentiels, d'analyses complètes de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité, des évaluations de la sécurité alimentaire d'urgence, des évaluations de base et du suivi post-distribution sont souvent beaucoup moins détaillées que celles recueillies par le biais des enquêtes sur le budget des ménages utilisées pour calculer les seuils de pauvreté nationaux. Il est largement observé que plus les questions de l'enquête sur les dépenses sont détaillées, plus les dépenses déclarées sont élevées.¹⁴ Si le seuil de pauvreté national est construit à l'aide de données détaillées mais que l'évaluation des besoins ou des dépenses des ménages par rapport au seuil de pauvreté est basée sur des données moins détaillées, des erreurs d'analyse sont susceptibles de se produire. En outre, les modules de dépenses du PAM n'incluent pas la dépréciation des actifs, qui est souvent prise en compte lors du calcul des seuils de pauvreté nationaux.

Même si le seuil de pauvreté national ne peut pas être utilisé dans la plupart des cas et en particulier dans des contextes humanitaires, des éléments de la méthodologie peuvent peut-être être reproduits. Il est donc important de savoir comment le seuil de pauvreté national est établi.

Qu'en est-il de l'utilisation de la méthodologie appliquée pour les indices des prix à la consommation ?

L'indice des prix à la consommation (IPC) est utilisé pour mesurer les variations des niveaux de prix sur la base d'un panier moyen pondéré de biens et de services de consommation. Dans la plupart des pays, les données des enquêtes sur le budget des ménages sont utilisées pour construire les paniers utilisés pour mesurer les prix à la consommation. Une pondération correspondant aux habitudes de dépenses moyennes des ménages est appliquée à chaque composante de l'IPC.¹⁷ Ce panier n'est pas idéal pour les calculs du MEB car il correspond aux modèles de consommation moyenne nationale globale. Les MEB sont basés sur les niveaux et les modèles de consommation des ménages qui sont juste en mesure de répondre à leurs besoins essentiels au sein de la population d'intérêt (ceci est décrit plus en détail dans les sections suivantes).



EXEMPLES
DE PAYS



Encadré 2

EXEMPLES DE SEUILS DE PAUVRETÉ NATIONAUX

En **Zambie**, le seuil de pauvreté national est établi en utilisant l'approche MEB du coût des besoins de base basée sur un panier alimentaire simple qui répond aux besoins alimentaires minimaux d'une famille de six personnes.¹⁵ Imaginons que ce panier alimentaire coûte 100 USD par mois. Ceci est défini comme le seuil de pauvreté alimentaire. Pour construire le seuil de pauvreté complet, les besoins non alimentaires minimaux des ménages sont estimés sur la base de la part moyenne des dépenses consacrées à des besoins autres qu'alimentaires pour les ménages dont les dépenses sont à peine supérieures au seuil de pauvreté. En supposant que cela corresponde à 35 USD par mois, le seuil de pauvreté total est alors la somme des seuils alimentaire et non alimentaire, qui avec ces chiffres hypothétiques serait de 100 USD + 35 USD = 135 USD.

En revanche, la Turquie utilise l'approche standard de l'Union européenne pour évaluer la pauvreté, qui correspond à 50 ou 60 % du revenu médian.¹⁶ Cependant, l'éligibilité à l'aide sociale est basée sur l'écart entre le revenu du ménage et le salaire minimum national.

¹⁴ Haughton and Khandker, 2009.

¹⁵ Bureau central des Statistiques de la République de Zambie, 2016.

¹⁶ Voir le portail de données de l'institut turc des statistiques. <https://data.tuik.gov.tr/Kategori/GetKategori?p=Income,-Living,-Consumption-and-Poverty-107>

¹⁷ Les pondérations de l'IPC sont généralement disponibles auprès des bureaux nationaux de statistique.

5 Établir un MEB : l'approche basée sur les dépenses et l'approche basée sur les droits

5.1 L'approche basée sur les dépenses

L'approche basée sur les dépenses pour construire un MEB repose sur des données de dépenses des ménages pour examiner le comportement de consommation des ménages qui sont à peine en mesure de répondre à leurs besoins essentiels. Le niveau de dépenses et les modes de consommation de ce groupe de ménages révèlent le coût minimum pour couvrir les besoins alimentaires et non alimentaires essentiels et constituent donc la base du MEB pour cette approche.

L'approche basée sur les dépenses s'appuie sur la théorie qui sous-tend la mesure de la pauvreté et l'établissement du seuil de pauvreté. Pour mesurer la pauvreté, la première étape consiste à définir une mesure du bien-être. Dans les contextes des pays en développement, la consommation est généralement considérée comme une meilleure mesure du bien-être que le revenu, et à leur tour, les dépenses de consommation telles qu'elles sont saisies dans les données des ménages constituent généralement la mesure la plus fiable de la consommation.¹⁸ Les données des enquêtes auprès des ménages sur les dépenses constituent donc la base pour mesurer le bien-être et sont utilisées pour fixer le seuil du MEB.

Les étapes à suivre pour établir un MEB en utilisant l'approche basée sur les dépenses sont expliquées ci-dessous.

1. Préparez les données sur les dépenses

La condition préalable à un MEB basé sur les dépenses est une enquête auprès des ménages de bonne qualité avec un *module de dépenses détaillé*, et disposant d'une *taille d'échantillon suffisante* représentative de la population pour laquelle le MEB est établi (la « population cible »).

Dans les contextes des pays en développement, la consommation est généralement considérée comme une meilleure mesure du bien-être que le revenu, et à son tour, les dépenses de consommation telles qu'elles sont saisies dans les données des ménages constituent généralement la mesure la plus fiable de la consommation.

La notion de **module de dépenses « détaillées »** est relative. L'établissement d'un MEB basé sur les dépenses nécessite des données plus détaillées sur les différentes catégories de dépenses que celles généralement recueillies par les enquêtes auprès des ménages menées dans les contextes humanitaires. Cependant, ce guide a été conçu pour traiter des données de dépenses moins détaillées que celles recueillies par le biais d'enquêtes nationales approfondies sur les dépenses, telles que les modules de dépenses très détaillés généralement utilisés lors de l'établissement des seuils de pauvreté (par exemple, les enquêtes nationales sur le budget des ménages, les enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, enquêtes de mesure des normes ou autres enquêtes à grande échelle auprès des ménages).

Qu'est-ce qu'une **taille d'échantillon suffisante** ? L'enquête doit toujours suivre les bonnes pratiques d'échantillonnage.¹⁹ Considérons que pour les MEB, l'analyse se focalise sur les modèles de consommation d'un sous-ensemble de l'échantillon, la « cohorte de référence » (voir ci-dessous). Les caractéristiques de la population et les critères de sélection de la cohorte déterminent la taille de ce sous-échantillon par rapport à l'échantillon global, mais l'expérience montre que la cohorte peut comprendre entre 10 et 60 % de l'échantillon. Cet échantillon sera encore ventilé si une analyse par taille de ménage ou par groupe de taille de ménage est souhaitée (voir la section 7 sur la comptabilisation de la taille des ménages).

Utiliser les dépenses pour comprendre la consommation implique de calculer un **« agrégat de consommation »**. Cela implique de combiner les dépenses des ménages en nourriture et en non-alimentaire, payées en espèces ou à crédit ainsi que les valeurs monétaires imputées de la propre production consommée et de l'aide reçue. Les dépenses sont analysées en valeurs par personne. L'encadré 3 décrit ce processus plus en détail. L'annexe 1 décrit, en outre, certaines des bonnes pratiques à appliquer lors de l'analyse des données sur les dépenses.

En plus des données de l'enquête auprès des ménages, des **données sur les prix du marché** sont nécessaires pour estimer le coût final du panier. Les données sur les prix doivent être collectées à peu près durant la même période que les données de l'enquête auprès des ménages.

¹⁸ Deaton and Zaidi, 2002; et Haughton and Khandker, 2009.

¹⁹ Pour obtenir des conseils, voir PAM, 2004. Des ressources supplémentaires peuvent être trouvées sur le Centre de ressources du VAM en ligne : <https://resources.vam.wfp.org/>.



ENCADRÉ EXPLICATIF



Encadré 3

DONNÉES DES DÉPENSES DANS LES CALCULS DU MEB – CRÉER UN « AGRÉGAT DE CONSOMMATION » LÉGER

Utiliser les dépenses pour calculer un MEB nécessite de combiner différentes dépenses des ménages pour arriver à une mesure de la consommation des ménages. Ceci est généralement appelé agrégat de consommation, bien qu'une version plus légère soit utilisée que celles habituellement élaborées pour les seuils de pauvreté nationaux en raison des données moins précises généralement disponibles pour l'établissement du MEB.²⁰

Les dépenses prises en compte dans un MEB doivent refléter la consommation des ménages liée aux besoins essentiels. Il faut donc considérer à la fois les dépenses des ménages effectuées **en espèces** et celles **à crédit**, car ces dernières reflètent également la consommation courante même si le paiement intervient plus tard. Si l'on peut s'attendre à ce que la population consomme de la nourriture issue de leur propre **production**, la valeur de cette nourriture doit être prise en compte pour éviter de sous-estimer les dépenses alimentaires. Enfin, si les ménages enquêtés reçoivent et consomment de **l'assistance**, il convient d'estimer la valeur implicite de cette aide et de l'inclure dans les dépenses (il faut cependant faire attention si la population cible comprend un bénéficiaire de l'aide car cela peut considérablement fausser les choix de consommation ; voir la section suivante sur la sélection de la cohorte de référence).

En résumé, le module des dépenses doit saisir toutes les dépenses effectuées au cours de la période de référence par le biais d'achats en espèces et à crédit, ainsi que la valeur monétaire de la propre production et de l'assistance consommées. La plupart des modules de dépenses standard incluent tous ces types de dépenses.

Les dépenses devraient être collectées pour les **biens et services alimentaires et non alimentaires**. Pour l'alimentation, il faut avoir au moins les dépenses de chaque groupe alimentaire. Si les dépenses alimentaires sont collectées par produit, une analyse plus détaillée peut être effectuée. Il en va de même pour les dépenses non alimentaires : elles doivent être disponibles à par secteur, et les données plus détaillées ajouteront des informations. Cependant, pour collecter des données sur les ménages, il faut rechercher l'équilibre entre les informations détaillées, les ressources disponibles et la durée de la collecte.

Le module de dépenses standard du PAM peut être utilisé comme référence pour l'exigence minimale pour la collecte de données sur les dépenses. Les modules standard du PAM sont disponibles dans le Centre de ressources VAM en ligne : <https://resources.vam.wfp.org/>

2. Choisir la cohorte de référence

L'étape suivante consiste à identifier les ménages dans les données de l'enquête qui sont *à peine capables de satisfaire leurs besoins essentiels*, et d'examiner leurs dépenses. Inclure les ménages en dessous de ce niveau générerait un panier qui ne répond pas aux besoins essentiels, tandis que l'inclusion de ménages relativement plus aisés conduirait à inclure des besoins non essentiels et donc gonflerait le MEB. Mais qu'est-ce que « tout juste assez » ?

Il peut être difficile d'identifier la cohorte de ménages qui sont juste en mesure de répondre à leurs besoins. La manière de l'aborder dépend des caractéristiques de la population et des données disponibles. **La clé est d'identifier un ou plusieurs critères qui peuvent être de bons indicateurs pour savoir si les ménages sont juste en mesure de répondre à leurs besoins essentiels et qui peuvent être observés dans les données.** Un indicateur de base serait

une consommation alimentaire de 2100 kcal par personne et par jour.²¹ Cependant, étant donné que les données de dépenses disponibles ne sont pas souvent assez désagrégées pour effectuer des étalonnages précis des compositions alimentaires autour de 2100 kcal, l'utilisation d'indicateurs alternatifs est fortement recommandée. Il peut s'agir d'indicateurs tels que le score de consommation alimentaire (SCA) ou le score de consommation alimentaire – nutrition (SCA-N),²² qui indiquent si les ménages ont une alimentation suffisante et équilibrée ; indicateurs de qualité des logements ; utilisation de stratégies de survie (sélection des ménages qui ne s'engagent pas dans des stratégies sévères) ; ou tout autre indicateur reflétant la capacité d'un ménage à répondre à ses besoins. La combinaison de plusieurs indicateurs est souvent utile.

Il est également recommandé d'examiner la répartition des dépenses. L'exclusion des ménages ayant des dépenses extrêmes peut aider à garantir que les ménages qui sont dans

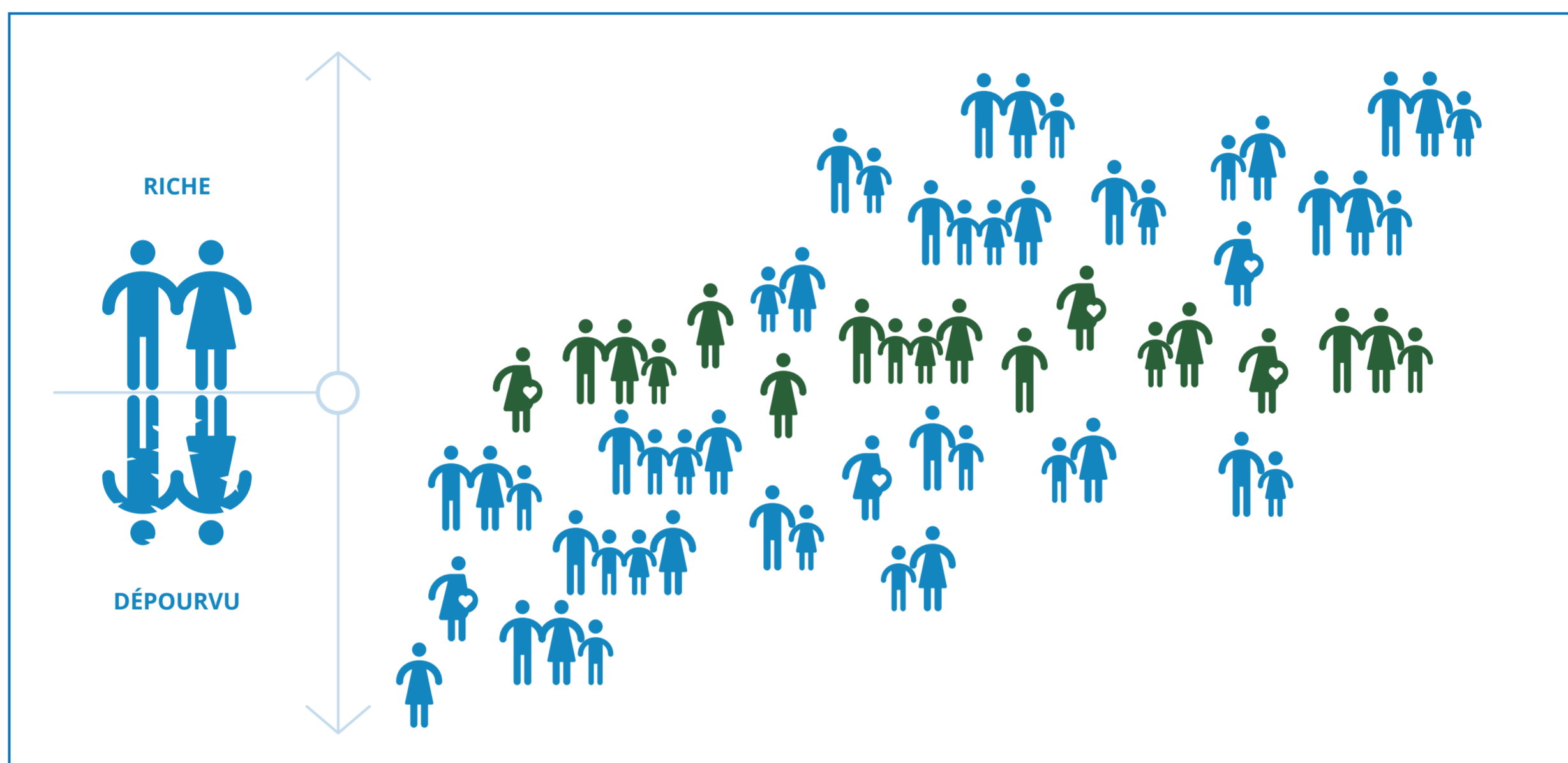
²⁰ Pour des conseils détaillés sur la construction d'agrégats de consommation à l'aide des données des enquêtes de mesure du niveau de vie (LSMS), voir [Deaton et Zaidi, 2002](#). Dans la plupart des cas du PAM, les données sur les ménages sont moins granulaires que les ensembles de données de type LSMS. Cette section décrit donc comment construire des agrégats de consommation avec des données moins détaillées.

²¹ L'utilisation d'une consommation calorique proche de la norme Sphère de 2 100 kcal/personne/jour comme point de départ pour sélectionner la cohorte de référence trouve son origine dans l'approche du coût des besoins de base utilisée dans la plupart des estimations nationales des seuils de pauvreté.

²² [PAM, 2008](#); et [PAM, 2015](#).

la cohorte ne sont ni « trop pauvres » ni « trop riches » (par exemple, en supprimant les ménages dans les quintiles de dépenses 1 et 5 ou des critères d'exclusion similaires basés sur les caractéristiques de la distribution). Ceci est particulièrement utile s'il existe un écart de richesse relativement important au sein de la population échantillonnée.

Le graphique 2 fournit une description très simple de la sélection de la cohorte de référence : l'objectif est d'identifier les ménages qui sont tout juste capables de satisfaire leurs besoins, et qui ne correspondent donc pas à l'une ni à l'autre des extrémités du spectre.



Graphique 2. Choisir la cohorte du MEB.

En termes simples, il est utile de considérer les personnes en vert sur le graphique comme base de sélection de la cohorte de référence : elles ne font pas partie des plus démunies, ni des plus riches. Elles sont tout juste capables de satisfaire leurs besoins essentiels.



Encadré 4

LE CHOIX DE LA COHORTE DE RÉFÉRENCE

Scénario

Il y a une répartition de la population en termes de bien-être et une proportion est en mesure de couvrir ses besoins essentiels ; aucun ménage ne reçoit d'assistance

Une proportion relativement importante de ménages reçoit une assistance alimentaire

La grande majorité des ménages sont loin de pouvoir répondre à leurs besoins essentiels (avant de recevoir de l'assistance)

Approche possible pour choisir la cohorte

Utilisez un ou plusieurs des critères ci-dessous :

- Sélectionnez les ménages avec un SCA²³ acceptable ou avec une consommation adéquate DE SCA-N qui n'utilisent pas de stratégies de survie négatives (ou ont un indice de stratégie de survie élevé).
- Combinez ou recoupez avec d'autres critères tels que la qualité du logement ou l'indice de richesse
- Exclure les quintiles de dépenses extrêmes.
- Exclure les ménages recevant une assistance alimentaire en nature du groupe de référence (si la taille de l'échantillon le permet). En effet, toute assistance non fournie en espèces sans restriction peut influencer les choix de consommation des ménages bénéficiaires (la nourriture en nature signifie qu'une grande partie de la consommation alimentaire est déterminée par l'assistance fournie, et non par les ménages). Cependant, sachez que si la majorité des ménages reçoit une forme d'aide restreinte, les exclure tous de la cohorte peut entraîner des problèmes de taille d'échantillon ainsi qu'un biais de sélection.
- Alternativement, dans la mesure du possible, évitez d'utiliser des critères fortement influencés par l'assistance. Par exemple, en présence d'une assistance alimentaire, les SCA de certains ménages peuvent être acceptables même s'ils ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins essentiels. De plus, si de la nourriture en nature est fournie, le comportement de consommation de ces ménages pourrait être faussé car la plupart de leurs besoins alimentaires sont déjà pris en compte par l'assistance.
- Envisager d'utiliser plutôt la qualité du logement, un indice des actifs ou d'autres indicateurs similaires (ou en combinaison avec le SCA).
- Voir la possibilité d'utiliser une approche basée sur les droits car il sera très difficile d'obtenir un échantillon suffisamment grand de ménages qui peuvent répondre à leurs besoins essentiels, ce qui rend difficile l'établissement d'un MEB basé sur les dépenses. Il faut vérifier la véracité des résultats en utilisant les données de l'enquête pour comprendre les modes de consommation des ménages, en gardant à l'esprit que l'échantillon représente une population incapable de répondre à ses besoins essentiels.

L'encadré 4 décrit quelques cas typiques et présente des suggestions sur la façon de choisir la cohorte dans le cadre d'une enquête échantillonnée sur la population cible.

L'utilisation de **tests de sensibilité** est fortement recommandée, sous forme de répétitions de l'analyse des dépenses pour différentes versions de la cohorte de référence. En effet, ces tests permettent d'indiquer dans quelle mesure le choix des critères de sélection de la cohorte influence le MEB.

²³ Il n'est généralement pas conseillé d'utiliser le SCA comme critère unique. S'il est utilisé seul, l'indicateur doit être plafonné à un certain niveau au-dessus du seuil acceptable (le SCA s'appuie sur un score continu de 0 à 112 et applique des seuils pour une consommation pauvre, limite et acceptable). En effet, si tous les ménages avec un SCA acceptable sont inclus, cela capturera probablement également certains ménages « trop riches » pour être pris en compte dans la cohorte de référence.

Voir l'Encadré 5 pour des exemples de la façon dont les tests de sensibilité peuvent être effectués, ainsi que la façon

dont la cohorte de référence a été identifiée dans différents contextes.



Encadré 5

CHOISIR ET VÉRIFIER LA COHORTE DE RÉFÉRENCE : LE TCHAD, RÉFUGIÉS SYRIENS AU LIBAN ET À COX'S BAZAR

Au **Tchad**, le calcul d'un MEB basé sur les dépenses s'est appuyé sur les données nationales collectées par le gouvernement lors de son enquête nationale annuelle sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La cohorte de référence pour le MEB a été sélectionnée sur la base de deux critères : SCA compris entre 35 et 70, par exemple dans un intervalle autour du seuil acceptable, et l'utilisation d'aucune stratégie de survie basée sur les moyens d'existence de crise ou d'urgence, sur la base de l'indice des stratégies de survie basées sur les moyens d'existence. Ces deux critères garantissaient que la cohorte de référence sélectionnée avait des niveaux de consommation qui révélaient une sécurité alimentaire suffisante et des stratégies des moyens d'existence durables.

Pour les **réfugiés syriens au Liban**,²⁴ un MEB basé sur les dépenses a été calculé par le PAM afin de faire la revue d'un MEB qui existait déjà. L'abri joue un rôle important, car la plupart des réfugiés vivent dans une communauté d'accueil urbaine et sont confrontés à des loyers élevés. Le SCA révèle si les gens sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires mais pourrait être influencés par l'existence d'une assistance alimentaire. Pour s'assurer que les résultats seraient robustes par rapport au choix de la cohorte, deux approches différentes ont été comparées : les deux incluaient des ménages de 4 à 6 membres (le MEB examiné étant défini uniquement pour les ménages de ces tailles) et excluaient les ménages des quintiles de dépenses 1 et 5. Dans la version 1, un critère supplémentaire de SCA acceptable a été inclus, tandis que dans la version 2, un critère supplémentaire de conditions de logement acceptables a été appliqué. Les résultats étaient similaires pour les deux versions de cohorte.

Un MEB a été calculé à **Cox's Bazar**, au Bangladesh, dans le cadre de l'analyse 2019 de la vulnérabilité de l'afflux de réfugiés (Refugee Influx Emergency Vulnerability Analysis - (REVA-II))²⁵ pour les réfugiés rohingyas. Un MEB basé sur les dépenses a été établi sur la base d'une vaste enquête auprès des ménages qui comprenait des réfugiés et des ménages de la communauté d'accueil. Ainsi, la cohorte de référence comprenait également des réfugiés et des communautés d'accueil, car le MEB était censé s'appliquer aux deux groupes. Les ménages recevant une aide alimentaire en nature ont été exclus pour éviter un éventuel biais dans les choix de consommation, qui se refléterait dans les données sur les dépenses. La cohorte de référence a ensuite été sélectionnée en fonction des SCA et des quintiles de dépenses. Pour s'assurer que la cohorte appropriée avait été choisie, une analyse de sensibilité a été menée, qui a testé l'effet de la suppression de différents quintiles de dépenses (quintiles 1 et 5 contre quintiles 1, 4 et 5) et en incluant différents niveaux de SCA (SCA 42+ contre SCA 35-80). Cela a montré qu'à travers différentes itérations de la cohorte de référence, les dépenses alimentaires totales étaient relativement stables, tandis que les dépenses non alimentaires augmentaient lorsque les ménages les plus riches (par exemple dans les quintiles de dépenses les plus élevés) étaient inclus. Cela a permis aux analystes de sélectionner la cohorte de ménages qui étaient juste au point où la part des dépenses alimentaires sur les dépenses totales a commencé à diminuer, car une part élevée des dépenses alimentaires est souvent un indicateur de vulnérabilité. En d'autres termes, la cohorte sélectionnée était juste au point où les ménages ont commencé à répondre à plus de besoins que la simple nourriture et les besoins non alimentaires les plus élémentaires. Les modes de consommation de cette cohorte (mis en évidence dans le tableau ci-dessous) sont donc devenus la base du MEB.



Tableau a

Analyse de sensibilité de la cohorte de référence – MEB pour Cox's Bazar

Indicateur 1: Quintiles de dépenses	Indicateur 2: SCA	Taille de l'échantillon	MEB alimentaire		MEB non alimentaire		MEB Total Value in taka
			Value en taka	%	Value in taka	%	
Exclure quintiles 1, 4 et 5	SCA 35-80	403	5259	0.70	2304	0.30	7562
Exclure quintiles 1, 4 et 5	SCA >= 42	296	5324	0.70	2299	0.30	7623
Exclure quintiles 1 et 5	SCA 35-80	610	5691	0.66	2990	0.34	8681
Exclure quintiles 1 et 5	SCA >= 42	474	5740	0.65	3082	0.35	8822

²⁴ Hohfeld et al., 2020.

²⁵ PAM, 2019.

3. Établir le panier alimentaire

Une fois la cohorte de référence identifiée, la valeur du panier alimentaire doit être calculée en fonction des habitudes de consommation alimentaire de la cohorte de référence.

Pour calculer le panier alimentaire, commencez par **calculer les dépenses alimentaires moyennes (ou médianes)** pour la cohorte de référence choisie. Il est recommandé de calculer les dépenses alimentaires globales et de décomposer l'analyse en différents groupes d'aliments ou produits alimentaires afin de comprendre comment la consommation alimentaire est répartie entre les différents aliments.

Ensuite, examinez si un **panier alimentaire de référence** explicite est nécessaire dans le MEB : il s'agit d'une liste des produits alimentaires du panier et de leurs quantités. Disposer d'un panier de référence apporte des avantages en termes de suivi du coût du MEB (comme de nouveaux prix peuvent facilement être appliqués aux quantités), il montre les modèles de consommation en quantités et peut donc aider à vérifier si la consommation alimentaire est adéquate au niveau donné de dépenses, et cela peut aider lors de la communication sur le MEB. Il peut donc être utile d'en établir un. Cependant, dans certains cas, une simple valeur monétaire pour le MEB alimentaire est suffisante. Cela pourrait être le cas lorsque le MEB est calculé pour revoir un MEB existant, si un panier de référence n'est pas nécessaire à des fins opérationnelles, lorsque le temps est limité ou lorsque des données limitées signifient qu'un panier de référence ne peut pas être calculé de manière adéquate. Partout où un panier alimentaire de référence n'est pas nécessaire, le MEB alimentaire sera simplement la moyenne (ou médiane) des dépenses alimentaires par groupe d'aliments ou par produit alimentaire telle que calculée ci-dessus. Si un panier alimentaire de référence est réalisable et souhaité, les prochaines étapes dépendent du niveau de détail des données disponibles :

- Avec les **données sur les dépenses et les prix du marché**, un panier alimentaire de référence peut être estimé en utilisant les dépenses par groupe d'aliments ou aliment et en divisant ces dépenses par les prix des aliments. Cela fournit des estimations des quantités consommées. Les dépenses et les prix doivent être collectés en même temps afin d'arriver à des quantités correctes. Si, par exemple, les prix sont collectés six mois plus tard que les dépenses et que les prix ont changé de manière significative, la division des dépenses par les prix produira des estimations inexactes.
- Notez que le niveau de détail et de précision avec lequel un panier de référence alimentaire peut être établi à partir des dépenses et des prix dépend également du fait que les dépenses ont été collectées au niveau du groupe alimentaire ou aliment. L'encadré 6 illustre comment estimer un panier de référence lorsque les dépenses sont collectées au niveau du groupe alimentaire, et l'encadré 7 montre un exemple d'estimation d'un panier alimentaire à partir d'une évaluation à Kinshasa, en République démocratique du Congo.
- Si le module de dépenses inclut les **quantités consommées d'aliments** en plus des dépenses, un panier alimentaire peut être établi directement sur la base des quantités consommées par groupe d'aliments ou aliment. Disposer de données sur les quantités permettra également aux analystes d'estimer les prix directement à partir des données de l'enquête en divisant les dépenses des ménages pour un aliment particulier par la quantité consommée. Cela peut être avantageux car il fournit une estimation directe des prix que les ménages ont réellement payés (contrairement à une enquête sur les prix, qui utilise des articles généralement consommés et n'est souvent menée qu'à des points de vente spécifiques). D'un autre côté, cela peut introduire des problèmes liés aux unités de mesure non standard qui rendent les prix difficiles à calculer et à agréger.²⁶ L'encadré 8 montre un exemple tiré de Cox's Bazar de la façon dont un panier alimentaire de référence peut être établi en utilisant les dépenses au niveau des articles et les quantités à partir des données de l'enquête.

Une fois les quantités consommées établies par l'une des méthodes décrites ci-dessus, il est de bonne pratique de vérifier les calories apportées par ces quantités et l'équilibre en termes de nutriments. Le panier doit être proche de la norme Sphère de 2100 kcal par personne et par jour – si ce n'est pas le cas, une option pourrait être de mettre le panier à l'échelle. Utiliser les informations sur la teneur en calories des différents aliments du panier pour calculer la teneur totale en calories du panier.²⁷ Les quantités dans le panier peuvent ensuite être augmentées ou réduites pour atteindre 2100 kcal. Cependant, gardez à l'esprit que si la cohorte de référence a été bien sélectionnée et que les données sont assez détaillées et de qualité suffisante, le panier devrait déjà être proche de 2100 kcal. Si une mise à l'échelle importante est nécessaire, recherchez-en les raisons. Pour simplifier, les quantités peuvent être arrondies, et le panier peut être rationalisé en supprimant les articles à très faible consommation ou valeur nutritionnelle.

²⁶ Deaton et Grosh, 2000.

²⁷ Les informations sur les calories des aliments peuvent être tirées de diverses sources. L'outil Nutval (<http://www.nutval.net/>) fournit des informations sur les calories et autres nutriments pour une liste d'articles. Considérez que les spécifications et la qualité d'un produit peuvent influencer sa valeur calorique (par exemple, poisson entier comparé au filet de poisson) - il peut être nécessaire d'ajuster cela pour certains articles qui varient considérablement. De nombreux tableaux de composition des aliments (disponibles auprès de la FAO pour différents continents <http://www.fao.org/infoods/infoods/tables-and-databases/faoinfoods-databases/en/>) comprennent un facteur de gaspillage ou un facteur de conversion de portion comestible à convertir à partir de portions comestibles en produits complets au fur et à mesure qu'ils sont achetés sur le marché.

Après avoir établi le panier de référence et éventuellement le redimensionné, le prix du panier est fixé. Cela se fait en multipliant les quantités du panier par les prix des denrées alimentaires. Le prix du panier peut être établi en utilisant les prix alimentaires actuels d'une enquête sur les prix, ou en estimant les prix alimentaires à partir des données sur les dépenses, comme décrit ci-dessus. Le résultat devrait être proche des dépenses de la cohorte de référence, bien que des différences puissent découler d'un rééchelonnement ou d'une simplification du panier.

En résumé, pour établir le panier alimentaire :

- i. Calculez les dépenses alimentaires moyennes (médianes) par groupe alimentaire ou aliment. Si un panier de référence explicite avec des quantités n'est pas nécessaire, arrêtez-vous là et utilisez simplement les dépenses comme panier alimentaire.
- ii. Estimez les quantités consommées (en divisant les dépenses par les prix, ou directement à partir des données si elles contiennent des quantités consommées).
- iii. Vérifiez les quantités obtenues et envisagez une mise à l'échelle pour répondre aux normes Sphère.
- iv. Établissez le prix du panier en utilisant les prix du marché ou les prix dérivés des données sur les ménages.



Encadré 6

ESTIMATION D'UN PANIER ALIMENTAIRE AVEC LES DÉPENSES ALIMENTAIRES AU NIVEAU DU GROUPE

La qualité et la précision des données ont un impact important sur le calcul d'un panier alimentaire de référence. Si les quantités consommées ne sont pas directement disponibles dans l'ensemble de données, elles doivent être calculées en divisant les dépenses par les prix. Cependant, cela produira toujours une estimation, et plus les données sur les dépenses sont agrégées, plus les résultats seront approximatifs. En particulier, lorsque les données sur les dépenses alimentaires sont disponibles au niveau du groupe d'aliments, des précautions doivent être prises lors de la conversion des dépenses en quantités :

Par exemple, pour convertir les dépenses pour le groupe d'aliments « céréales » en une quantité de référence, les analystes doivent diviser les dépenses en céréales par le prix des céréales. Mais comment déterminent-ils le prix des céréales ? Il s'agit d'un groupe d'aliments, pas d'un aliment spécifique, il n'y a donc pas de prix exact. La façon recommandée d'aborder cela est de déterminer quel est l'aliment ou la combinaison d'aliments le plus couramment consommé pour chaque groupe d'aliments. Ensuite, un prix pour l'aliment le plus couramment consommé, ou un prix composite d'une combinaison d'aliments, peut être utilisé pour arriver aux quantités. Ainsi, si les céréales les plus consommées par la population d'intérêt sont le maïs et le riz, et qu'elles sont consommées à parts égales par la population, les quantités de céréales pour le panier de référence peuvent être calculées de la manière suivante :

- Dépenses moyennes en céréales pour notre cohorte de référence = 150 shillings
- Prix du riz = 18 shilling/kg
- Prix du maïs = 12 shilling/kg
- Prix composite du riz et du maïs = $(18 + 12) / 2 = 15$ shilling/kg
- Quantité de céréales consommée = $150 \text{ shilling} / (15 \text{ shilling/kg}) = 10 \text{ kg}$ (5 kg de riz, 5 kg de maïs)

Bien sûr, c'est une estimation ; des précautions doivent être prises lors de la conversion des dépenses en quantités à l'aide de données au niveau du groupe.

Certains groupes d'aliments peuvent se prêter davantage à cette conversion approximative que d'autres.

Par exemple, les céréales peuvent être relativement faciles à convertir en utilisant cette méthode car la consommation de céréales est souvent concentrée sur quelques aliments de base clés. En revanche, la consommation de légumes peut être si diversifiée que la conversion via les prix n'est pas utile. Dans ce dernier cas, une option pourrait être d'obtenir des quantités de panier de référence pour les groupes qui peuvent être convertis et de laisser les autres groupes comme dépenses uniquement, de sorte que le MEB alimentaire devienne une combinaison de quantités et de dépenses.



Encadré 7

KINSHASA : PANIER ALIMENTAIRE DE RÉFÉRENCE BASÉ SUR LES DÉPENSES ALIMENTAIRES PAR GROUPE

Dans le cadre de l'évaluation des besoins essentiels en zone urbaine de Kinshasa,²⁸ le panier alimentaire de référence pour le MEB a été établi comme suit. Les données sur les dépenses n'étaient disponibles qu'au niveau du groupe d'aliments. L'importance calorifique de chaque groupe d'aliments (colonne A du tableau ci-dessous) en tant que partie de l'apport alimentaire global a été déterminée. Pour chacun des groupes d'aliments importants en calories, l'aliment le plus couramment consommé a ensuite été identifié (par exemple, le maïs dans le cas des céréales) (voir colonne B). En utilisant les dépenses moyennes par personne de l'enquête auprès des ménages (colonne C) et le prix du marché pour chaque aliment (colonne D), les quantités consommées par personne et par mois ont été estimées (colonne E). Ensuite, l'apport calorifique total a été calculé (colonne G). Pour la ville de Kinshasa, cela s'élève à 1967 kcal, ce qui est proche de la norme Sphère de 2 100 kcal/personne/jour et suggère que les données sur les dépenses sont susceptibles d'être fiables. Cependant, une remise à l'échelle proportionnelle à 2100 kcal/personne/jour a été effectuée pour assurer la cohérence avec Sphère (colonne H). Sur la base des calories totales rééchelonnées, toutes les valeurs ont ensuite été reconverties en chiffres mensuels pour arriver à une valeur monétaire pour chaque aliment (colonnes I et J). En plus des produits alimentaires importants en calories, les dépenses moyennes sur les autres catégories d'aliments que les ménages consomment régulièrement ont été ajoutées (légumes, fruits, etc.). Comme ces aliments représentent une faible part globale de la consommation calorifique des personnes (compte tenu des quantités consommées ou du type d'aliments), ils n'ont pas été inclus lors du calcul des calories. De plus, il serait difficile de sélectionner des aliments spécifiques dans chacune de ces catégories car ils sont très divers (par exemple, les légumes). Cependant, comme la plupart des ménages consomment encore ces aliments dans le cadre de leur alimentation habituelle et qu'ils fournissent des micronutriments importants, leurs coûts doivent être reflétés dans le MEB alimentaire. La dépense moyenne sur ces catégories d'aliments a donc été utilisée comme une assez bonne estimation pour la consommation des ménages de ces groupes d'aliments. Les repas consommés en dehors du ménage ont été exclus du MEB, car ils n'étaient pas considérés comme essentiels.

Tableau a. Panier alimentaire de référence - Kinshasa MEB

Groupe alimentaire	Aliment	par personne av. dép. mensuelles	Prix (franc/kg)	kg cons. par mois = C/D	Kcal de l'aliment pour 100g	kcal cons. par jour = (E*F*10)/30	kcal par jour dépenses = G*(2100/1967)	kg par mois rééchelonné = (H/(F*10))*30	MEB alimentaire arrondi (franc) = I*D
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Céréales	Maïs	6,898	900	7.7	360	920	982	8.2	7,400
Tubercules	Manioc	1,808	500	3.6	342	412	440	3.9	1,900
Légumineuses	Haricots	2,089	1300	1.6	335	179	192	1.7	2,200
Huiles/grasses	Huile vég.	2,341	2300	1.0	890	302	322	1.1	2,500
Viande/poisson	Fish	4,306	2500	1.7	76	44	47	1.8	4,600
Sucres	White sugar	1,817	2200	0.8	400	110	118	0.9	1,900
Légumes	Légumes	2,826							2,800
Fruits	Fruits	833							800
Produits laitiers	Produits laitiers	799							800
Condiments	Condiment	2,509							2,500
Repas en dehors du ménage	Repas en dehors du ménage	2,144							
						TOTAL	1,967	2,100	27,400

²⁸ PAM et al., 2018.



Encadré 8

COX'S BAZAR : PANIER ALIMENTAIRE DE RÉFÉRENCE AVEC DÉPENSES DÉTAILLÉES ET DONNÉES DE QUANTITÉ

Dans le MEB de Cox's Bazar calculé dans le cadre de l'évaluation REVA II,²⁹ les dépenses et les quantités consommées étaient disponibles pour 87 produits alimentaires, qui constituaient la base de l'agrégat de consommation. Alors que les données sur les dépenses ont été utilisées pour sélectionner la cohorte de référence appropriée, les quantités déclarées ont été utilisées pour déterminer l'apport calorique des ménages. Les quantités ont été rapportées au niveau de l'aliment et les calories consommées ont été calculées pour chaque aliment. Les articles ont ensuite été classés par groupe d'aliments (céréales, légumineuses, huiles/grasses, légumes, etc.) et les calories totales de chaque groupe ont été calculées. Pour créer un panier de référence pertinent sur le plan opérationnel sans un très grand nombre d'aliments, le nombre d'articles dans chaque groupe alimentaire a été réduit dans la mesure du possible. Par exemple, 95 pour cent des calories que les ménages tirent du groupe d'aliments « céréales » proviennent du riz. Le groupe d'aliments céréaliers a donc été simplifié au riz uniquement, en maintenant les calories totales provenant des céréales constantes et en ajustant légèrement à la hausse la quantité de riz dans le panier. Pour les légumineuses, les quatre principaux produits consommés ont été identifiés, et les calories et quantités ajustées proportionnellement. Pour d'autres groupes d'aliments tels que les légumes, la variété d'articles consommés au sein du groupe était trop grande pour simplifier les articles à un petit nombre. Mais pour ce groupe, aucun élément n'a été attribué et à la place, les dépenses totales en légumes pour la cohorte de référence ont été utilisées directement dans le MEB alimentaire. Les calories totales de tous les aliments ont été prises en compte. Le panier résultant était proche de 2100 kcal, donc seul un rééchelonnement mineur a été entrepris, pour arriver au panier de référence final de 2100 kcal/personne/jour.

Une fois le panier final déterminé, les quantités ont été évaluées en utilisant les prix médians dérivés des données des ménages (en divisant les dépenses par les quantités achetées pour les articles concernés).

Tableau a. Panier alimentaire de référence – Cox's Bazar MEB

Groupe alimentaire	Article	Quantité consommée (grammes/personne/jour)	Calories (kcal/personne/jour) rééchelonnées	Prix médian (taka/kg)	Valeur dans le MEB (taka par ménage/mois)**
Céréales	Riz	424	1,527	30	1,909
Légumineuses	Lentilles	14	48	80	168
Légumineuses	Pois chiches	7	27	60	67
Légumineuses	Anchor dal	2	8	40	14
Légumineuses	Haricot mungo	1	4	80	13
Légumes*	aucune	182	78	-	1,065
Fruits*	aucun	6	5	-	48
Viande*	aucune	81	85	-	1,600
Produits laitiers*	aucun	1	1	-	15
Graisses	Huile de soja	33	294	80	392
Sucre	Sucre	6	24	60	57
Condiments*	aucun	28	0	-	345
TOTAL ALIMENTS			2,100		5,691

* Pour les légumes, les fruits, la viande, les produits laitiers et les condiments, les dépenses sont utilisées directement dans le MEB alimentaire (converti en valeurs mensuelles par ménage). Pour tous les autres articles, les quantités par habitant et par jour sont multipliées par le prix médian de l'aliment (tel que dérivé des données sur les ménages) et converties en valeurs mensuelles par ménage.

** Le MEB utilise la taille des ménages 5.

Remarque : le MEB de Cox's Bazar a été calculé à des fins analytiques pour l'évaluation REVA II. Il ne s'agit pas du MEB opérationnel utilisé pour le district

²⁹ PAM, 2019. Voir aussi l'encadré 5.

4. Établir le panier non-alimentaire

Une fois la composante alimentaire établie, une composante non alimentaire est ajoutée. Il n'existe pas de manière totalement satisfaisante d'ajouter un composant non alimentaire car il peut être difficile de définir un minimum essentiel. Contrairement aux besoins alimentaires, de nombreux besoins non alimentaires dépendent souvent du contexte et ne sont pas faciles à intégrer à un seuil spécifique et universel (comme la norme alimentaire Sphère de 2100 kcal par personne et par jour). Bien que les normes Sphère existent, elles doivent souvent être contextualisées et peuvent ne pas couvrir tous les besoins essentiels non alimentaires.

Le panier non alimentaire peut être établi avec différents niveaux de détail, en fonction des données disponibles et du niveau de granularité souhaité.

Comme pour les dépenses alimentaires, commencez par calculer les dépenses non alimentaires moyennes (et/ou médianes) de la cohorte de référence. Si les données sur les dépenses sont détaillées, elles peuvent être utilisées pour identifier des besoins non alimentaires spécifiques. Les dépenses peuvent être analysées par groupe de produit non alimentaire (par exemple, logement, hygiène ou transport) pour concevoir un panier non-alimentaire composé de dépenses spécifiques au groupe. Les composants non alimentaires précis peuvent varier selon le contexte mais incluraient généralement les composants discutés dans la section sur le MEB basé sur les droits ci-dessous. Certains articles non alimentaires pour lesquels des données sur les

dépenses ont été collectées pourraient devoir être exclus dans le but de construire le MEB (par exemple, le tabac, qui est difficile à considérer comme un besoin essentiel). En théorie, il serait possible d'établir un panier non-alimentaire de référence avec des quantités spécifiques en utilisant la même méthode que pour l'alimentation, c'est-à-dire en divisant les dépenses par les prix pour arriver aux quantités. Cependant, cela n'est généralement pas faisable pour les biens et services non alimentaires, simplement parce que les données sur les dépenses non alimentaires sont souvent beaucoup plus difficiles à décomposer en articles spécifiques que les données sur les dépenses alimentaires. Par exemple, même si les dépenses d'habillement ou de transport sont connues, il sera souvent difficile, voire impossible, d'établir un lien avec des vêtements ou des services de transport exacts, puis d'obtenir des prix précis pour ces articles/services. Par conséquent, à titre de recommandation générale dans l'approche basée sur les dépenses, lorsque les données sur les dépenses non alimentaires ne sont pas disponibles au niveau des articles, il est préférable de conserver le panier non-alimentaire aux dépenses et de ne pas fournir de quantités. Si des informations fiables sur les prix du marché pour les articles non alimentaires pertinents sont disponibles, les dépenses totales pourraient être comparées aux prix pour obtenir une idée approximative de l'adéquation des dépenses non alimentaires.

Des groupes particuliers de dépenses non alimentaires peuvent nécessiter une attention particulière en raison de leur nature. L'encadré 9 en présente quelques exemples.



Encadré 9

LES DÉPENSES NON ALIMENTAIRES – LES DÉPENSES D'INTÉRÊT PARTICULIER

Les dépenses de logement peuvent être un élément délicat à gérer, en particulier pour les populations urbaines. Si la part de la population qui loue un logement est importante, le loyer sera généralement inclus dans le MEB car il s'agit du coût du logement, un besoin essentiel. En effet, il peut constituer une part assez importante du MEB. Cependant, si le MEB résultant est comparé aux dépenses réelles pour déterminer si les ménages se situent en dessous du MEB, ceux qui sont propriétaires de leur logement et ne paient donc pas de loyer pourraient être classés comme incapables de couvrir leurs besoins simplement parce qu'ils n'ont pas de dépenses importantes pour le logement. Par conséquent, les dépenses uniques importantes telles que le loyer doivent être incluses avec soin et le contexte déterminera comment les dépenses de logement sont traitées dans le MEB. De manière générale, si aucun ou très peu de ménages dans la population d'intérêt ont des dépenses de logement importantes telles que le loyer, cette composante doit être exclue du MEB et aucune tentative de l'imputer (comme c'est parfois le cas dans les estimations du seuil de pauvreté). Si la majorité des ménages louent leur logement, il est conseillé d'inclure les dépenses moyennes de loyer dans le MEB. Le cas le plus délicat est lorsque les ménages de la population d'intérêt sont divisés entre un grand nombre de ménages vivant dans des logements dont ils ont la propriété ou sans payer de loyer, et un grand nombre payant un loyer : ici, il est difficile de refléter correctement les dépenses de logement dans le MEB. Le simple fait d'utiliser des estimations de loyer moyen dans le MEB sous-estimera le besoin des locataires tout en le surestimant pour ceux qui sont propriétaires de leur logement ou ne paient pas de loyer. Dans ce cas, dans la mesure où les données le permettent, une solution pourrait être d'imputer les dépenses de loyer pour les non-locataires en estimant le coût de location potentiel pour le type de logement dans lequel ils vivent. Cela nécessite généralement un module logement dans l'enquête auprès des ménages qui contient des informations sur la propriété, les types et tailles de logements afin que les équivalents locatifs puissent être calculés et imputés pour les non-locataires.



Encadré 9

LES DÉPENSES NON ALIMENTAIRES – LES DÉPENSES D'INTÉRÊT PARTICULIER

Les dépenses de santé peuvent également être difficiles à saisir correctement dans les données d'enquête, car ces dépenses sont souvent de nature irrégulière. Gardez à l'esprit que les dépenses de santé consistent généralement en des paiements pour des biens tels que des médicaments et pour des services tels que des visites chez le médecin. Lorsque vous analysez les dépenses et décidez comment les inclure dans le MEB, réfléchissez aux services qui peuvent être fournis gratuitement et à ce que les ménages paient eux-mêmes et à quel coût.³⁰

Il convient de faire attention au risque de sous-représenter les dépenses et le traitement des dépenses de nature irrégulière. N'oubliez pas que le MEB doit inclure tous les besoins essentiels récurrents, mais qu'en principe, il **n'inclut pas les dépenses ponctuelles, les « dépenses forfaitaires »** telles que les dépenses pour un mariage ou une dot, ni les investissements. Les dépenses en biens durables (par exemple, l'achat de véhicules ou de gros appareils électroménagers) ne sont pas non plus incluses (dans les seuils de pauvreté nationaux, la valeur locative des biens durables possédés par les ménages ajustée pour la dépréciation est parfois incluse ; cependant, cela n'est pas recommandé pour les calculs du MEB).

Les dépenses des ménages sur **l'épargne, les impôts et le remboursement de la dette** ne sont généralement pas incluses dans le MEB, car ces types de dépenses ne reflètent pas la consommation réelle.

Le tabac et l'alcool sont souvent inclus dans les enquêtes sur les dépenses. Bien que les ménages puissent choisir de dépenser de l'argent pour ces articles, on peut raisonnablement supposer qu'ils ne sont pas essentiels et leur inclusion dans le MEB n'est généralement pas recommandée.

La « solution rapide » si les données sont très limitées. Si les données sur les dépenses ne comprennent pas ou très peu de données sur les dépenses non alimentaires, une « solution rapide » consiste à utiliser la part moyenne des dépenses non alimentaires dans les dépenses totales. Cela peut souvent être obtenu à partir de sources externes telles que des rapports de suivi ou des évaluations de la sécurité alimentaire. Ceci est

ensuite ajouté au coût du panier alimentaire pour arriver au MEB total. Cependant, lorsqu'ils utilisent une source de données supplémentaires, les analystes doivent comprendre comment la part moyenne des dépenses non alimentaires a été calculée et de quel échantillon elle est dérivée, car elle peut ne pas refléter les modèles de consommation de la cohorte de référence.

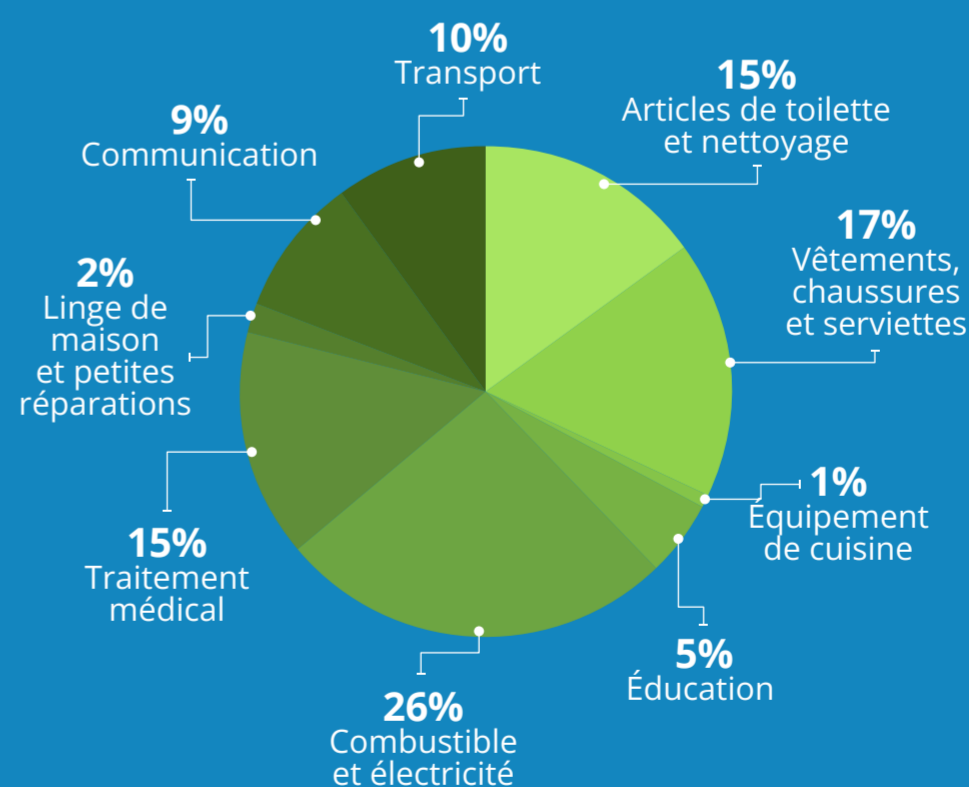
EXEMPLES
DE PAYS

Encadré 10

LE PANIER NON-ALIMENTAIRE DE RÉFÉRENCE BASÉ SUR LES DÉPENSES, COX'S BAZAR

Tableau a. Le panier non-alimentaire – valeurs. Cox's Bazar

Groupe non alimentaire	Valeur dans le MEB (taka/ménage/mois)
Articles de toilette et nettoyage	461
Vêtements, chaussures et serviettes	521
Équipement de cuisine	25
Éducation	134
Combustible et électricité	775
Traitement médical	447
Linge de maison et petites réparations	57
Communication	274
Transport	295
Total non alimentaire	2,990



Graphique a. Le panier non-alimentaire – répartition. Cox's Bazar
Remarque : Le MEB pour Cox's Bazar a été calculé à des fins d'analyse dans le cadre de l'évaluation REVA II. Il ne s'agit pas du MEB opérationnel pour ce district.

³⁰ Les directives de l'OMS et du Global Health Cluster sur les dépenses de santé dans le MEB ont des informations utiles sur les dépenses de santé des ménages. Voir WHO and Global Health Cluster – Cash Task Team, 2020.

³¹ Deaton and Zaidi, 2002.

5.2 L'approche basée sur les droits

Dans les contextes humanitaires, les « besoins essentiels » ont été compris comme faisant référence à l'accès à tous les droits tels qu'énoncés par le droit international humanitaire et les normes de la sphère humanitaire. Le terme « MEB fondé sur les droits » est dérivé de cette compréhension. Selon les directives opérationnelles sur les subventions en espèces à usages multiples,³² le droit international humanitaire et des droits de l'Homme protège le droit des personnes touchées par la crise à la nourriture,³³ à l'eau potable, au savon, aux vêtements, à un abri et à des soins médicaux vitaux. Les normes humanitaires Sphere s'appuient sur cette définition et décrivent les normes humanitaires minimales dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, des abris et des établissements humains, de la santé et de l'EHA (Eau, Hygiène et Assainissement).³⁴ Dans certains contextes, la résidence ou la documentation légale est également incluse. Les normes humanitaires pour l'éducation sont décrites dans le Manuel des normes minimales pour l'éducation dans les situations d'urgence (*Education in Emergencies Minimum Standards Handbook*).³⁵

L'approche basée sur les droits consiste à définir une liste détaillée des articles alimentaires et non alimentaires qui composent le panier de référence du MEB et à les fixer en fonction des prix actuels du marché. Les MEB construits par le Groupe de travail interagences sur les espèces ou un autre forum de coordination interagences sont souvent construits selon l'approche basée sur les droits, chaque secteur ou cluster contribuant aux besoins de leurs secteurs respectifs. Dans ces cas, le PAM est généralement chargé de définir la composante alimentaire du MEB. Pour les articles alimentaires et non alimentaires, le panier de référence est généralement produit ou recoupé par le biais de discussions de groupe avec la population d'intérêt, les partenaires et les informateurs clés. Il est généralement constitué en fonction des besoins d'un ménage de taille moyenne.

1. Établir le panier alimentaire

Pour construire le panier alimentaire d'un MEB basé sur les droits, compilez une liste de produits alimentaires et leurs quantités. Les normes Sphere offrent un point de départ utile, en recommandant un régime alimentaire de 2100 kcal par personne et par jour, avec 10 à 12 pour cent de l'apport énergétique quotidien provenant des protéines et 17 pour cent des graisses.³⁶ Le panier alimentaire doit être adapté aux régimes alimentaires et aux préférences locales.

2. Établir le panier non-alimentaire

Une fois le panier alimentaire établi, un panier non-alimentaire doit être ajouté. Dans l'approche basée sur les droits, cela se fait généralement en quantifiant les besoins en produisant une liste d'articles par secteur. Quelques exemples se trouvent ci-dessous.

L'abri : il s'agit du coût d'un logement qui répond aux besoins et aux droits fondamentaux en matière d'hébergement. Ce que cela signifie dans la pratique dépendra du contexte, déterminé par exemple par les conditions météorologiques et ce qui est réellement disponible pour la population.



Encadré 11

L'ABRI DANS LE MEB POUR LES RÉFUGIÉS SYRIENS

Dans le cadre de l'opération pour les réfugiés syriens en Turquie, le MEB inclut les frais d'hébergement qui répondent à certaines normes, comme un minimum de 3,5 m² par personne, l'accès à des toilettes et à l'eau courante.³⁷



Les services publics : ils comprennent le coût des services publics de base tels que l'eau potable et, selon le contexte, l'électricité.

Les articles non alimentaires : ils reflètent les besoins ménagers de base liés à la cuisine, à l'habillement et à l'hygiène, ainsi que d'autres articles ménagers généraux. Le gaz de cuisine/ le combustible ou le bois de chauffage sont souvent inclus. Conformément à la définition du MEB, la liste devrait se concentrer sur les besoins récurrents. En pratique, ces articles non alimentaires peuvent être très différents selon le contexte.³⁸

Les services: Cela comprend les coûts d'accès aux services de base tels que les soins de santé, l'éducation, les transports et les communications.

- *Les coûts des soins de santé* sont souvent difficiles à quantifier car ils sont par nature irréguliers, importants et imprévisibles. En règle générale, cependant, seuls les besoins minimums de base sont couverts dans le MEB, comme par exemple deux visites par an chez le médecin. Les dépenses pour les événements critiques, les accouchements et les médicaments sont parfois également incluses. Notez que même si un besoin n'est pas couvert par le MEB, cela ne signifie pas que ces besoins n'ont pas besoin d'être satisfaits pour la population d'intérêt. La santé peut en être un exemple : les besoins de santé sont souvent mieux satisfaits par la prestation de services que par l'achat sur le marché et peuvent donc n'être que partiellement reflétés dans le MEB. Cependant, les directives de l'OMS et du Global Health Cluster indiquent que les gens ont tendance à avoir un certain niveau de dépenses de santé, même lorsque des politiques en place exigent la fourniture gratuite de services de santé publics.³⁹
- Les frais d'éducation couvrent généralement les frais de scolarité, le matériel, les uniformes et le transport, en fonction de ce que les ménages doivent payer eux-mêmes et de ce qui est accessible au public.

³² UNHCR et al, 2015.

³³ Définie comme les besoins énergétiques, sans tenir compte des besoins nutritionnels complets (protéines, vitamines, minéraux, etc.).

³⁴ Voir le Manuel des normes Sphere, *Sphere Standards Handbook*.

³⁵ INEE, 2010.

³⁶ D'autres recommandations sur les besoins en micronutriments sont disponibles dans le Manuel des normes Sphere (*Sphere Standards Handbook*).

³⁷ Hobbs, 2016.

³⁸ Pour certains contextes de réfugiés, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dispose de listes d'éléments spécifiques qui peuvent être pris en compte pour le MEB.

³⁹ WHO and Global Health Cluster – Cash Task Team, 2020.

- Les besoins de transport et de communication sont souvent définis comme les coûts moyens de transport et de communication rapportés par les enquêtes auprès des ménages puis validés avec les communautés. Les besoins de communication peuvent également être spécifiés comme le coût d'une carte SIM avec une certaine quantité de crédit ou de temps de communication.

L'encadré 12 montre un exemple de MEB basé sur les droits au nord-est du Nigeria.

3. Établir le prix du panier de référence

Une fois les paniers alimentaires et non-alimentaires de référence établis, la liste des articles et les quantités sont désormais évaluées en utilisant les prix mis à jour des marchés pertinents pour la population d'intérêt. L'évaluation doit être établie sur la base des prix actuels du marché. Cela produit le MEB final basé sur les droits.



Encadré 12

EXEMPLE DE MEB BASÉ SUR LES DROITS AU NORD-EST DU NIGERIA

Le groupe de travail sur l'assistance monétaire au nord-est du Nigeria a conçu un MEB pour un ménage de sept personnes⁴⁰ le panier de référence qui en résulte est indiqué ci-dessous.

Tableau a. exemple de MEB du nord-est du Nigeria

Secteur/ groupe	Article	Quantité (Ménage de 7 pers)	Secteur/ groupe	Article	Quantité (Ménage de 7 pers)
Aliment	Riz	27 kg	Combustible cuisine	bois/briquelette/ charbon	1 sac
	Maïs	45 kg		WASH	Eau + frais de fournisseur
	Haricots	13.5 kg	Savon hygiène		13 barres
	Huile de palme	1.8 L	Savon lessive		3 barres
	Arachides	2.7 kg	Serviettes hygiéniques		4 paquets
	Sucre	1.8 kg	Transport	Trajets	10 trajets
	Huile végétale	3.6 L		Communication	Temps de com. 500 NGN
	Sel	0.9 kg	Santé		Dép. moyenne
	Oignons	1.44 kg		Éducation	Stylo
	Légumes sans feuilles	2 kg	Crayon		3 pcs
	Légumes à feuilles	2 kg	Cahier		3 pcs
	Fruits	1 kg			
	Viandes	0.5 kg			
	Œufs de poule	12 pcs			
Vinaigre	1L				

⁴⁰ Cash Working Group Nigeria, 2018.

5.3 Résumé et besoins en données pour les approches basées sur les dépenses et sur les droits

L'encadré 13 résume les étapes à suivre pour construire un MEB en utilisant une approche basée sur les dépenses ou sur les droits.



Encadré 13

LES APPROCHES DU MEB – RÉSUMÉ DE CONSTRUCTION DU MEB

L'approche basée sur les dépenses

- 1 **L'approche basée sur les dépenses**
Assurez-vous que les données sont nettoyées. Calculez les dépenses en combinant les dépenses en espèces et en crédit, la valeur de la production propre consommée et l'assistance consommée, pour les dépenses alimentaires et non alimentaires. Calculez les dépenses en chiffres par personne.
- 2 **Choisir la cohorte de référence**
Identifiez les ménages « tout juste capables de satisfaire leurs besoins essentiels » à l'aide d'indicateurs tels que le SCA, le SCA-N, le logement ou d'autres indicateurs, en excluant les ménages dans les quantiles extrêmes de répartition des dépenses, ou d'autres critères ou combinaisons de critères. Vérifiez la sensibilité des résultats à la sélection de la cohorte de référence.
- 3 **Établir le panier alimentaire**
Calculez les dépenses alimentaires moyennes (médianes) par groupe alimentaire ou aliments. Soit s'arrêter ici ou – pour obtenir un panier de référence – estimez les quantités consommées, vérifiez la teneur en calories des quantités résultantes et envisagez de les adapter aux normes Sphère. Évaluer le prix du panier à l'aide des prix du marché ou des prix dérivés des données sur les ménages.
- 4 **Établir le panier non-alimentaire**
Calculez les dépenses non alimentaires moyennes (médianes) par groupe ou article non alimentaire. Si des données et des prix au niveau des articles sont disponibles, il est possible de dériver un panier non-alimentaire de référence en utilisant la même méthodologie que pour le panier alimentaire ; dans le cas contraire, le panier non-alimentaire comprendra les dépenses au niveau du groupe. Si une solution rapide est nécessaire, ajoutez la part moyenne des dépenses non alimentaires des ménages au MEB alimentaire.

L'approche basée sur les droits

- 1 **Établir le panier alimentaire**
Définissez une liste d'aliments pertinents et disponibles et consommés localement de préférence ainsi que leurs quantités. Les normes Sphère peuvent être utilisées comme référence.
- 2 **Établir le panier non-alimentaire**
Définissez une liste d'articles non alimentaires essentiels pertinents pour la population d'intérêt et leurs quantités. Des services tels que l'éducation ou le transport peuvent également être inclus. La liste est généralement établie secteur par secteur.
- 3 **Établir le prix du panier**
Utilisez les prix actuels du marché pour les articles alimentaires et non alimentaires dans les paniers de référence pour calculer le prix du panier. Utilisez les prix des marchés pertinents pour la population d'intérêt.



ENCADRÉ EXPLICATIF



Encadré 14

BESOINS ET SOURCES D'INFORMATIONS, LES APPROCHES DU MEB

Besoins d'Informations	Suggestions de sources	Basées sur dépenses ?	Basées sur dépenses ?
Compréhension qualitative des besoins essentiels de la population d'intérêt	<ul style="list-style-type: none"> ■ Discussions de groupe avec des informateurs clés ou une population d'intérêt ■ Analyse des documents contenant les informations existantes sur les besoins essentiels de la population d'intérêt 	✓	✓
Enquête représentative auprès des ménages avec module de dépenses détaillées	<ul style="list-style-type: none"> ■ Évaluation des besoins essentiels du PAM, évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence ou analyse compréhensive de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ou autre enquête de référence de pré-assistance représentative ■ Enquêtes nationales sur le budget des ménages, enquêtes sur les revenus et les dépenses des ménages, enquêtes sur la mesure du niveau de vie ou autre enquête à grande échelle sur les ménages 	✓	
Liste des besoins « basés sur les droits »	<ul style="list-style-type: none"> ■ Clusters, Cash Working Group, autre forum inter-agences ■ Évaluations sectorielles, autres informations secondaires 		✓
Informations relatives au prix	<ul style="list-style-type: none"> ■ Série de données sur les prix couvrant la zone d'intérêt pour les articles et services alimentaires et non alimentaires pertinents du PAM (Dataviz⁴¹ dispose d'informations sur les prix à jour) ou de partenaires ■ Indices des prix des bureaux statistiques nationaux ■ Prix dérivés des données sur les dépenses des ménages où les quantités sont également déclarées 	✓	✓



ENCADRÉ CONSEILS



Encadré 15

ET SI DES DONNÉES UTILISANT UNE APPROCHE DE L'ÉCONOMIE DES MÉNAGES SONT DISPONIBLES ?

L'approche de l'économie des ménages (AEM) développée par Save The Children est couramment utilisée pour analyser la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Elle est basée sur la compréhension de la manière dont les ménages accèdent normalement aux revenus, à la nourriture et à d'autres articles/services nécessaires à la survie, établis à travers une analyse de référence. Dans le cadre de l'analyse de base, l'AEM définit des zones de moyens d'existence où les ménages partagent des stratégies similaires pour obtenir de la nourriture et des revenus. Il distingue également les ménages au sein de ces zones de moyens d'existence dans au moins trois (souvent quatre et parfois plus) groupes de richesse. La référence de l'AEM quantifie les sources de nourriture et de revenus et les modèles de dépenses pour chaque groupe de richesse et zone de moyens d'existence.

Les informations collectées sur les dépenses peuvent être utilisées comme source de données pour le calcul d'un MEB. Cependant, en raison de la nature relative des seuils de richesse utilisés, il n'y a pas de norme établie concernant le groupe qui devrait être la référence pour le MEB. Si des données HEA sont utilisées, il est important de comprendre comment elles ont été collectées - l'AEM est simplement un cadre analytique, pas une méthode définie de collecte de données. Ainsi, alors que les AEM sont souvent menées au moyen de méthodes qualitatives (par exemple, des discussions de groupe), elles peuvent également être basées sur des modules quantitatifs dans les enquêtes auprès des ménages. Cette dernière fournit des informations plus rigoureuses ; cependant, des données qualitatives peuvent être utilisées mais doivent être recoupées ou triangulées avec d'autres sources.

⁴¹ Voir le portail de données VAM <https://dataviz.vam.wfp.org/>.

5.4 L'approche basée sur les dépenses ou l'approche basée sur les droits ? Pour ou contre ?

Les deux types d'approche présentent des avantages et des inconvénients, qu'il convient de garder à l'esprit lors de l'établissement du MEB.

L'approche basée sur les dépenses a l'avantage de refléter directement la demande réelle de la population d'intérêt, car elle utilise des données d'enquête pour examiner le comportement de consommation des personnes. Il est également assez simple à réaliser si de bonnes données d'enquête sur la population sont disponibles. Un inconvénient est qu'il peut être difficile à mettre en œuvre lorsque la population d'intérêt est généralement pauvre (comme dans une situation de réfugiés de pré-assistance), car le nombre de ménages pouvant constituer la cohorte de référence peut être trop faible pour être analysé. En outre, il faut être prudent lorsqu'on examine uniquement les modèles de dépenses, car la cohorte de référence peut ne pas toujours couvrir tous leurs besoins essentiels au niveau souhaité (du point de vue des « droits »). Par exemple, les habitudes alimentaires de ceux qui « sont tout juste capables de satisfaire leurs besoins essentiels » peuvent ne pas toujours être très diversifiées sur le plan nutritionnel, car elles sont basées uniquement sur le comportement de consommation.⁴² *En général, l'approche basée sur les dépenses ne devrait pas être appliquée sans des données de bonne qualité sur les dépenses des ménages.*

L'avantage de **l'approche basée sur les droits** est qu'elle peut être utilisée pour construire un MEB sans données d'enquête (bien que des données d'enquête soient nécessaires pour suivre le MEB). Un inconvénient est que la demande effective des ménages peut sembler très différente du panier résultant de cette approche. Un autre inconvénient est que, en particulier lorsqu'il est construit dans un cadre interinstitutionnel, un MEB basé sur les droits peut facilement devenir un instrument permettant à différents partenaires de faire la concurrence et d'obtenir un financement. Il existe une incitation substantielle à inclure des besoins sectoriels excessivement élevés si des interventions sectorielles spécifiques sont envisagées. Enfin, si le MEB est très détaillé mais que le module de dépenses dans les enquêtes auprès des ménages utilisé pour suivre les dépenses des personnes par rapport au MEB est très brut, la comparaison est difficile et donc l'utilisation pratique du MEB peut être limitée. De nombreux ménages peuvent se situer en dessous du MEB simplement en raison de la divergence des méthodes entre le MEB et les données de suivi. Ceci est similaire à la question discutée précédemment concernant l'utilisation des seuils de pauvreté nationaux.

L'encadré 16 résume les avantages et les inconvénients des deux approches.

Encadré 16



LES AVANTAGES ET LES INCONVÉNIENTS DES DIFFÉRENTES APPROCHES POUR ÉTABLIR UN MEB

Basée sur les dépenses

Pros



- simple à réaliser si les données du ménage sont de bonne qualité
- s'appuie sur les modèles de consommation réels de la population d'intérêt

Cons



- difficile d'identifier la cohorte de référence si tout le monde est pauvre
- les données d'enquête peuvent ne pas saisir pleinement tous les besoins essentiels du point de vue des « droits »

Basée sur les droits

- les données d'enquête ne sont pas nécessaires

- la demande effective peut être différente des besoins identifiés, conduisant à un MEB qui ne reflète pas la demande réelle et rendant la comparaison avec les données de suivi délicate
- comprend des incitations pour gonfler les besoins spécifiques au secteur

⁴² Une étude menée au Népal a montré que le seuil de pauvreté alimentaire est bien en deçà du seuil dit de « pauvreté nutritionnelle » (voir Geniez et al, 2014).

6 Aboutir à un MEB réaliste et pertinent du point de vue opérationnel

Quels que soient les processus et les approches utilisés pour construire le MEB, il est crucial d'aboutir à un résultat final qui soit une **image réaliste du coût des besoins essentiels de la population d'intérêt, enraciné dans le comportement de consommation réel**. Cette section examine comment les approches peuvent être combinées pour générer un MEB hybride et comment le résultat peut être « vérifié par rapport à la réalité » et validé.

6.1 Combiner les approches : Le MEB hybride

Comme décrit dans la section 5.4, les approches MEB basées sur les dépenses et basées sur les droits présentent des inconvénients qui peuvent affecter le MEB final. Une façon de surmonter ce défi peut être de **combiner les informations de chaque approche en un MEB « hybride »**. Cela signifie s'assurer que le MEB est cohérent avec le comportement de consommation réel de la population d'intérêt tel qu'il apparaît dans les données sur les dépenses, tout en gardant l'optique fondée sur les droits. Il n'y a pas qu'une seule façon de s'y prendre ; la méthode est soumise à la disponibilité de données sur les dépenses et d'autres informations sur les besoins essentiels, ainsi que l'objectif du MEB.

Lorsque des données sur les dépenses de bonne qualité avec une taille d'échantillon suffisamment grande sont disponibles pour construire le MEB, il est de bonne pratique d'utiliser l'approche basée sur les dépenses comme base pour l'analyse, dans la mesure du possible. S'il s'avère par la suite que les dépenses de la cohorte de référence ne reflètent pas les coûts de couverture de certains besoins essentiels de la population d'intérêt, des informations basées sur les droits doivent être utilisées pour renforcer le MEB avec un modèle hybride. Si les données sur les dépenses ne sont pas disponibles et ne peuvent pas être collectées, un MEB basé sur les droits peut être construit mais doit être recoupé avec toute information disponible au niveau des ménages sur les modèles de consommation.

La clé pour construire un MEB hybride réside dans la **triangulation des informations** et dans le fait de **poser des bonnes questions** pendant l'analyse. Lors de l'établissement d'un MEB, tenez compte des éléments suivants :

Quand vous commencez l'établissement d'un MEB basé sur les dépenses :

L'enquête auprès des ménages a-t-elle capturé tous les besoins essentiels, ou certains ne sont-ils pas du tout inclus dans les données ?

- Si certains besoins sont totalement ignorés, envisagez d'utiliser des informations basées sur les droits pour les capturer, mais assurez-vous que ces besoins sont réellement demandés par la population d'intérêt et ne sont manquants que parce que l'enquête ne les a pas pris en compte.

Les dépenses qui sont généralement plus difficiles à capturer sont-elles bien reflétées et les dépenses de la cohorte de référence à leur égard sont-elles adéquates du point de vue des droits ?

- Par exemple, si les dépenses d'éducation sont totalement insuffisantes pour la cohorte de référence (et ce n'est pas parce que la cohorte de référence sélectionnée est « trop pauvre »), envisagez d'utiliser des informations basées sur les droits pour les saisir, par ex. en utilisant le coût des frais de scolarité ou des fournitures scolaires comme des livres ou des uniformes.
- Soyez particulièrement attentif à la prise en compte des besoins lorsque l'offre de biens ou de services est loin d'être suffisante ou peut être inexistante. Le MEB doit en fin de compte refléter le comportement de consommation, donc l'ajout de biens ou de services qui ne sont pas disponibles pour la population d'intérêt, ou qui ne sont pas demandés, conduira à un MEB irréaliste.

Quand vous commencez l'établissement d'un MEB basé sur les droits :

Les besoins identifiés sont-ils en phase avec les habitudes de consommation réelles de la population d'intérêt ?

- Vérifiez les paniers de référence par rapport aux informations disponibles sur la demande et la consommation et ajustez les articles et les quantités pour refléter les habitudes de consommation réelles. Cela pourrait être fait en utilisant des données sur les parts de consommation par groupe alimentaire et groupe non alimentaire, par exemple.

Y a-t-il des besoins que les individus considèrent comme essentiels et choisissent de dépenser des ressources mais qui ne sont pris en compte par aucun secteur ?

- Vérifiez les paniers de référence par rapport aux informations disponibles sur la demande et la consommation et ajustez les articles et les quantités pour refléter les habitudes de consommation réelles.



Encadré 17

MEB HYBRIDES EN MILIEU URBAIN À KINSHASA, EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET POUR LES RÉFUGIÉS SYRIENS EN TURQUIE

Pour le MEB calculé dans le cadre d'une **évaluation urbaine à Kinshasa**,⁴³ une approche hybride a été choisie pour traiter des dépenses difficiles à prendre en compte mais essentielles telles que la santé et l'éducation. Les dépenses de santé sont souvent difficiles à estimer car elles ne sont pas régulières et lorsqu'elles surviennent, elles représentent souvent une part importante des dépenses mensuelles. Les analystes ont décidé d'estimer les coûts de santé au moyen d'une approche basée sur les droits au lieu d'utiliser les dépenses de l'enquête. Les informations qualitatives des informateurs clés ont été utilisées pour définir le coût d'une visite chez le médecin par an pour chaque membre du ménage. Dans chaque commune, le coût médian était compris entre 5000 et 6000 CDF par visite. Cela était représenté dans le MEB sous la forme : 500 CDF par membre du ménage par mois. Les médicaments en vente libre ont également été inclus dans les dépenses liées à la santé par l'ajout d'une dépense par personne de 1500 CDF tous les deux mois, suffisante pour une cure d'antipaludiques ou d'antibiotiques et de médicaments simples tels que des analgésiques ou des anti-inflammatoires.

En **Turquie**, les données sur les dépenses et les prix provenant de différentes sources ont été utilisées pour évaluer, mettre à jour et ajuster un MEB existant basé sur les droits⁴⁴ pour les réfugiés syriens vivant dans le pays. Un panier alimentaire hybride a été calculé à l'aide d'informations détaillées sur le comportement de consommation des réfugiés syriens au Liban recueillies à l'aide de reçus détaillés provenant de cartes électroniques d'aide alimentaire. Le panier alimentaire ainsi obtenu a été triangulé avec les informations moins détaillées disponibles à partir d'une enquête auprès des ménages de réfugiés syriens en Turquie. Les résultats ont montré une forte cohérence entre les comportements de consommation des deux groupes.

Le panier de référence alimentaire résultant pour le MEB a ensuite été évalué avec les données statistiques officielles sur les prix et inséré dans le MEB basé sur les droits. Les quantités d'articles non alimentaires ont été conservées comme auparavant mais mises à jour avec les données de prix actuelles. Pour s'assurer que le MEB reflète le comportement de consommation, les parts des dépenses ont été triangulées avec les données des ménages. Voir le tableau a.

Pour évaluer et mettre à jour le MEB, des données sur les prix étaient nécessaires. Les statistiques officielles sur les prix comprenaient des articles et des marques de meilleure qualité consommés davantage par la population turque moyenne que par les réfugiés les plus pauvres. Pour corriger cela, la différence entre le prix du MEB et les dépenses alimentaires d'une cohorte non pauvre a été évaluée et un facteur de correction appliqué pour compenser la surestimation du MEB mis à jour.

Tableau a. Panier alimentaire de référence, MEB pour les réfugiés syriens en Turquie

Produit	Ancien panier alimentaire de référence		Panier alimentaire pour la Turquie révisé	
	Ration journalière par personne en grammes	Calories par jour	Ration journalière par personne en grammes	Calories par jour
Riz blanc à grain moyen	150	540	100	360
Blé de boulgour	200	684	50	171
Pâtes	50	186	0	0
Œufs de poule entiers frais	20	29	70	100
Volaille	30	65	0	0
Haricots secs	40	137	50	170
Concombre	20	0	30	0
Fromage en boîte	8	28	50	178
Sucre	30	116	50	194
Huile de tournesol, fortifiée	30	265	25	221
Sel iodé	5	0	5	0
Pain à base de blé	0	0	250	675
Yaourt, au lait entier	0	0	50	31
Tomates rouges mûres	0	0	30	5
Thé noir, nutriments pour 100 ML de thé infusé	0	0	5	0
Total Kcal		2,050	Total Kcal	2,104

⁴³ PAM et al, 2018.

⁴⁴ PAM, 2018.

6.2 Vérifier la conformité des résultats et les valider avec les parties prenantes

En plus de poser les bonnes questions sur les données comme décrit dans la section précédente, il est crucial de **vérifier la véracité des résultats par rapport à la réalité** lors de l'établissement du MEB. Cela signifie comprendre si le MEB fournit une image du coût de la vie qui correspond à la réalité sur le terrain.

Tout d'abord, il est important de vérifier le résultat MEB avec les circonstances réelles de la population d'intérêt. Des discussions de groupe et/ou des entretiens avec des informateurs clés peuvent être organisés au début des travaux sur le MEB et après l'obtention d'un résultat, afin de s'assurer que le MEB reflète fidèlement les besoins et les priorités.

Les chiffres du MEB peuvent être comparés au seuil de pauvreté national – même s'il n'est pas conseillé d'utiliser le seuil de pauvreté directement comme le MEB, il est recommandé de comparer les résultats du MEB par rapport à celui-ci. Ils peuvent également être comparés à toute valeur de transfert d'aide sociale prévue dans les programmes gouvernementaux, au salaire minimum ou au taux de main-d'œuvre occasionnelle, ou à toute autre information disponible sur les besoins et le coût de la vie. Par exemple, si le MEB est beaucoup plus élevé que ce que le salaire d'un mois de travail pour un ménage typique peut acheter, cela pourrait indiquer qu'il doit être ajusté et que certaines des étapes analytiques doivent être revues - tant que le taux de salaire lui-même est raisonnable. Il en va de même pour le seuil de pauvreté – si les deux sont très éloignés, cela pourrait être un signe que l'analyse du MEB devrait être vérifiée. Peut-être que la cohorte de référence n'a pas été correctement sélectionnée, que certains besoins sectoriels ont été surestimés ou qu'il y a une grande proportion de la consommation de la propre production qui n'a pas été correctement prise en compte.

La composition nutritionnelle de la partie alimentaire du MEB est souvent d'un intérêt particulier. Comme vu ci-dessus, l'établissement du MEB commence généralement à partir de l'exigence Sphère de 2100 kcal/personne/jour. Cependant, étant donné que le MEB suit le comportement de consommation réel de la population d'intérêt (en particulier lorsqu'il suit une approche basée sur les dépenses), le panier alimentaire qui en résulte reflète ce que les ménages mangent réellement, ce qui n'est pas nécessairement un régime nutritionnel adéquat. Si le panier s'avère très pauvre en nutriments essentiels, il se peut que la cohorte de référence n'ait pas été bien sélectionnée et qu'une cohorte plus facile et prenant en compte une alimentation plus équilibrée au seuil de 2100 kcal/personne/jour doive être identifiée.⁴⁵ Cependant, la sélection des ménages les plus aisés ne conduira pas nécessairement à un panier plus équilibré sur le plan nutritionnel, car les préférences alimentaires sont influencées par une série de facteurs en plus du budget.

Les outils analytiques pour déterminer le coût des régimes nutritifs comprennent le coût du régime alimentaire (CotD) développé par Save the Children UK et utilisé par le PAM dans l'analyse « Fill the Nutrient Gap » (FNG). Le CotD utilise une programmation linéaire pour établir le régime le moins cher qui puisse répondre aux besoins en énergie, protéines, lipides et 13 micronutriments des individus d'une population, en tenant compte de l'âge, du sexe, du poids corporel, du niveau d'activité physique et du fait qu'une femme soit enceinte ou allaitante. Le CotD peut être considéré comme le coût le plus bas d'un régime optimal compte tenu des besoins individuels. Il est donc utile pour illustrer les besoins des populations vulnérables et leurs obstacles à l'apport nutritionnel. Cependant, il est important de garder à l'esprit qu'un panier alimentaire MEB peut ne pas fournir un apport nutritionnel adéquat lorsqu'il est utilisé pour définir une valeur de transfert pour les ménages, même s'il est aligné sur un régime alimentaire optimal. Comme indiqué ci-dessus, en raison des choix de consommation des ménages et de la répartition des aliments au sein des ménages, le fait d'avoir plus d'argent à dépenser ne conduit pas nécessairement les ménages à acheter des aliments plus nutritifs.

Il est important de vérifier le résultat MEB avec les situations réelles de la population d'intérêt. Des discussions de groupe et/ou des entretiens avec des informateurs clés peuvent être organisés au début des travaux sur le MEB et après l'obtention d'un résultat, afin de s'assurer que le MEB reflète fidèlement les besoins et les priorités.

Les MEB doivent être avant tout construits sur des habitudes de consommation qui reflètent les comportements réels. Une grande différence de coût entre le panier alimentaire du MEB et le CoTD peut donc être due à des facteurs tels que la faible disponibilité/le coût élevé des aliments nutritifs ou les préférences des ménages. La note technique du PAM sur « Comblent le déficit en éléments nutritifs et les paniers de dépenses minimum » offre de plus amples informations sur les complémentarités des deux analyses et sur la manière de les utiliser conjointement à des fins de programmation.⁴⁶ Lorsqu'un MEB est opérationnalisé, des considérations nutritionnelles supplémentaires pourraient être nécessaires en fonction de l'objectif d'une intervention particulière et des choix que les ménages ciblés sont susceptibles de faire en matière d'alimentation et de nutrition une fois qu'ils reçoivent un transfert. Des interventions nutritionnelles ciblées peuvent être nécessaires, telles que la fourniture de certains aliments nutritifs à des groupes spécifiques (grâce à une assistance en nature ou des bons de produits) et une communication sur le changement de comportement social pour inciter les gens à faire de meilleurs choix en matière de santé et de nutrition.⁴⁷ Les données sur les dépenses peuvent être utiles pour comprendre les habitudes de

⁴⁵ Notez que la norme Sphère de 2100 kcal pour l'alimentation quotidienne est une estimation basée sur une moyenne de la population. Les besoins en nutriments varient tout au long du cycle de vie. Il est également recommandé qu'un panier alimentaire basé sur le seuil de 2100 kcal comprenne au minimum quatre et cinq groupes d'aliments différents.

⁴⁶ Voir aussi PAM, 2020b.

⁴⁷ L'analyse Fill the Nutrient Gap (FNG), dont le CotD fait souvent partie, peut aider à comprendre quelle programmation pourrait être nécessaire et comment les interventions peuvent être combinées pour améliorer l'apport alimentaire et atteindre les objectifs alimentaires et nutritionnels.

consommation des personnes à différents niveaux de la répartition de la richesse. L'analyse Fill the Nutrient Gap examine également des ensembles d'interventions globales et ciblées pour les ménages afin d'estimer le moyen le plus rentable de répondre aux besoins en nutriments de différents groupes cibles. Pour d'autres considérations, y compris la programmation complémentaire, veuillez consulter les directives provisoires du PAM sur les valeurs de transfert.⁴⁸

Les MEB sont souvent construits dans un contexte interinstitutionnel, tel que le Cash Working Group, qui permet de faciliter **le dialogue et la validation** dès le début du processus. Cependant, parfois, tous les clusters ou partenaires clés ne sont pas engagés dans de tels forums, ce qui peut limiter l'adhésion et la compréhension du MEB à moins qu'il n'y ait une consultation adéquate. Il est également essentiel de consulter les acteurs gouvernementaux et les partenaires au développement. L'approbation par la partie gouvernementale pourrait être nécessaire s'il existe des filets de sécurité gouvernementaux ou des politiques concernant les salaires minimums. Par exemple, si la population d'intérêt pour le MEB est constituée de réfugiés ou de personnes déplacées et qu'une valeur de transfert basée sur le MEB est supérieure à l'aide sociale fournie par le gouvernement à la population résidente, cela pourrait être un point de discordance. Les partenaires de développement pourraient également se demander pourquoi un MEB est nécessaire en plus du seuil de pauvreté national. Le dialogue et la validation du MEB final avec les partenaires sont donc indispensables.⁴⁹



Encadré 18

PANIER NON-ALIMENTAIRE DE LA TURQUIE : COMPOSITION DU MEB PAR RAPPORT À LA CONSOMMATION RÉELLE

Dans le MEB original, basé sur les droits, construit pour l'opération des réfugiés syriens en Turquie, 17 % étaient consacrés aux dépenses d'éducation. La part moyenne des dépenses d'éducation dans les données sur les dépenses de pré-assistance était inférieure à 2 pour cent, avec peu de variation selon le statut de vulnérabilité des ménages.⁵⁰ La part importante des dépenses dans le MEB reflète les coûts de transport vers les écoles dans les zones rurales où aucun bus n'est disponible et où le seul moyen pour les ménages d'envoyer leurs enfants à l'école est de louer un transport privé. Afin de garantir le droit des enfants à l'éducation, les frais de transport sont comptabilisés dans le MEB.

Étant donné que le MEB a été construit pour assurer le plein accès à tous les droits, les dépenses élevées en matière d'éducation étaient justifiées. Cependant, une comparaison entre les coûts théoriques des besoins de base estimés par les partenaires humanitaires et les choix de consommation réels des ménages peut révéler des divergences. Même si les ménages sont assistés, rien ne dit qu'ils vont effectivement commencer à louer des transports privés pour amener leurs enfants à l'école, c'est-à-dire que le « besoin » principal identifié par les acteurs humanitaires ne se traduira pas nécessairement par une demande effective si le MEB est utilisé comme une base pour le calcul de la valeur de transfert. Bien qu'un problème d'accès important ait été identifié, d'autres interventions complémentaires seront probablement nécessaires pour le résoudre.



⁴⁸ PAM, 2020c.

⁴⁹ La fiche de conseils MEB du Cash Learning Partnership contient des conseils utiles sur les processus interagences autour de la construction d'un MEB. [Baizan and Klein, 2019](#)

⁵⁰ [Hobbs, 2016](#); et [PAM, 2018](#).

7 Prise en compte de la composition des ménages et des économies d'échelle

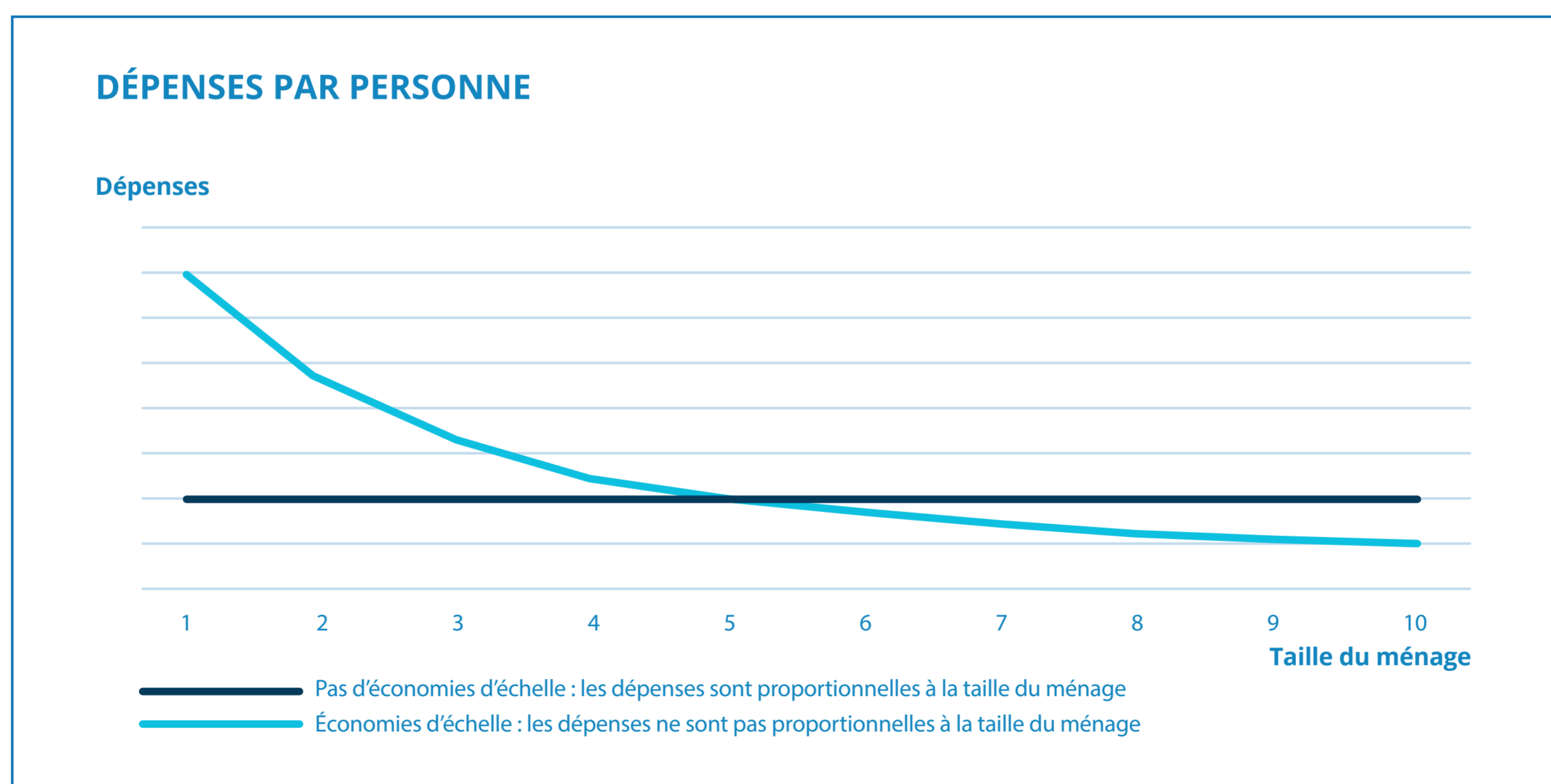
Naturellement, les besoins d'un ménage augmentent avec sa taille. Comment prendre en compte les différences de besoins selon la taille les différentes tailles de ménages lors de l'établissement du MEB ?

Une approche simple consiste à calculer le MEB par tête et à le multiplier par la taille du ménage. Par exemple, si le MEB est construit pour un ménage de six personnes et est égal à 120 USD, le MEB par tête serait de 20 USD et le MEB pour un ménage de trois personnes serait de 60 USD.

Cependant, cette mise à l'échelle proportionnelle ignore un facteur important : alors que les besoins d'un ménage augmentent avec chaque membre supplémentaire, l'augmentation peut ne pas être proportionnelle. En effet, certains biens consommés au sein d'un ménage, tels que la nourriture, ont un caractère « privé » (une fois qu'une personne les a consommés, personne d'autre ne peut consommer les mêmes) tandis que d'autres biens tels que le logement sont « communs » ou « publics », ce qui signifie qu'ils peuvent être partagés entre les membres du ménage. Ainsi, les besoins en logement ou en électricité ne sont pas forcément trois fois plus élevés pour un ménage de trois membres que pour un

ménage d'une personne. C'est ce qu'on appelle les économies d'échelle. Les différences de composition des ménages peuvent également influencer la façon dont les besoins augmentent avec la taille du ménage : c'est le cas par exemple de ménages de grande taille avec de nombreux enfants, qui n'ont pas les mêmes besoins que les adultes.

Les économies d'échelle sont particulièrement pertinentes dans les contextes où les biens partagés constituent une part importante des besoins essentiels des ménages, par exemple lorsque le paiement du loyer représente une dépense importante. Un appartement d'une chambre peut être nécessaire pour un ménage d'une personne mais pourrait aussi éventuellement abriter une famille de trois personnes, qui se partageraient alors les dépenses. **Lorsque, dans un contexte de grandes économies d'échelle, le MEB est ajusté à la taille du ménage en augmentant les besoins moyens par habitant proportionnellement à la taille du ménage, le MEB résultant sous-estimerait les besoins des petits ménages et surestimerait les besoins des grands ménages.** En effet, les besoins par habitant des petits ménages sont plus importants que ne le reflète cette simple échelle. Cela peut avoir des implications si le MEB par tête est utilisé pour effectuer les calculs de ciblage ou de valeur de transfert. Par exemple, si les besoins des petits ménages sont sous-estimés, ils sont plus susceptibles d'être mal classés comme étant capables de répondre à leurs besoins essentiels et pourraient donc ne pas recevoir l'assistance dont ils ont besoin.



Graphique 3. Économies d'échelle et dépenses par personne – illustration du concept

Dans d'autres contextes, les économies d'échelle peuvent être moindres en raison de l'importance relative plus élevée des biens « privés » tels que la nourriture et certains articles non alimentaires (par exemple, le savon), ou si les coûts partagés tels que le logement ne sont pas importants. La manière dont la taille du ménage est prise en compte dans le MEB dépend en fin de compte du contexte et de la manière dont les besoins sont liés à la taille du ménage. Certaines étapes suggérées pour tenir compte des économies d'échelle et de la composition des ménages sont énumérées ci-dessous.

Lorsque vous examinez comment tenir compte des différentes tailles de ménages dans le MEB, commencez par déterminer s'il existe des économies d'échelle et dans quelle mesure.⁵¹ Le graphique 3 fournit une illustration hypothétique de deux cas extrêmes ; aucune économie d'échelle et de fortes économies d'échelle. S'il n'y a pas ou peu d'économies d'échelle,

les dépenses par tête seront très similaires quelle que soit la taille des ménages, tandis qu'elles diminueront selon la taille du ménage si des économies d'échelle sont réalisées.⁵² Saisir les dépenses par tête en fonction de la taille du ménage permet de réaliser ce type d'examens. Il peut être utile de ventiler davantage l'analyse en différentes catégories (par exemple, dépenses alimentaires, non alimentaires ou de logement par habitant) pour comprendre quelles dépenses pourraient être à l'origine des économies d'échelle, le cas échéant.

L'encadré 19 illustre deux exemples de pays différents : les dépenses par taille de ménage pour les réfugiés syriens au Liban et pour les populations vulnérables à Cox's Bazar, au Bangladesh. Au Liban, où le logement joue un rôle important, les dépenses des ménages ne doublent qu'avec une taille de ménage de 5, et elles triplent avec une taille de ménage de 11.



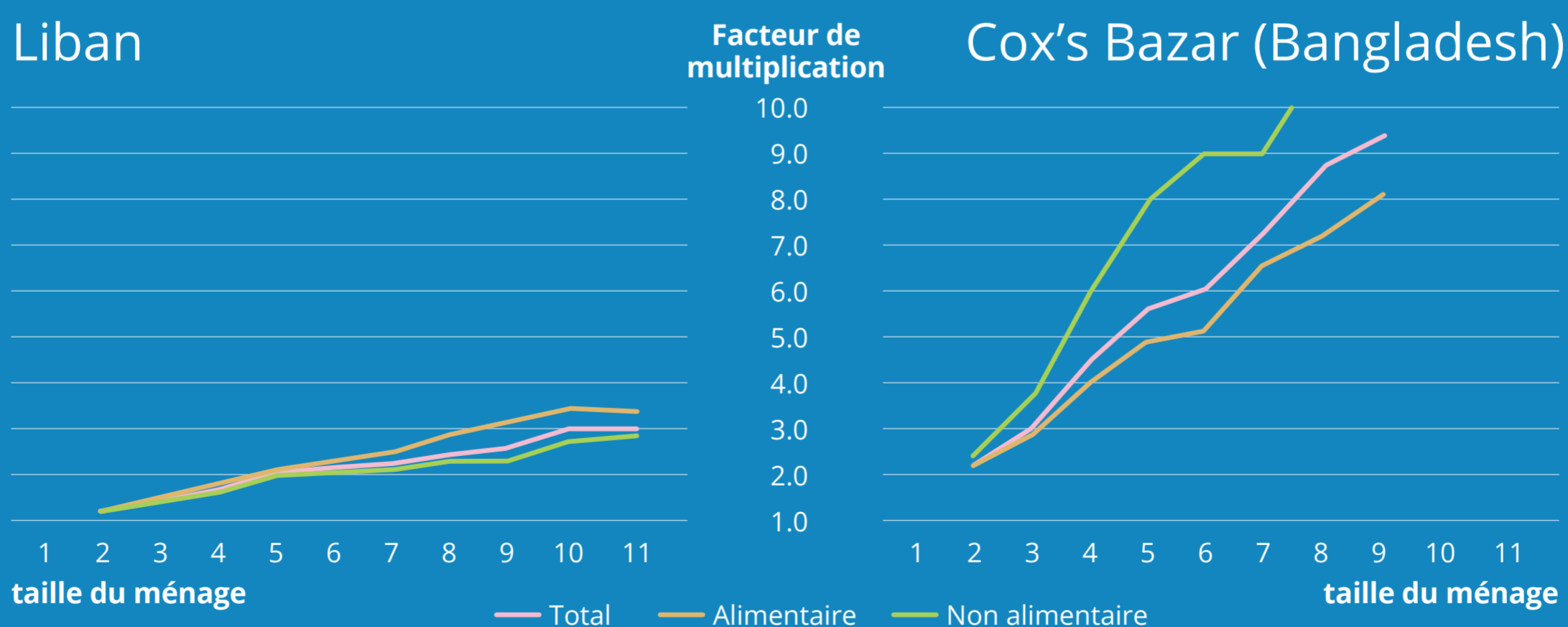
Encadré 19

ÉCONOMIES D'ÉCHELLES AU LIBAN ET À COX'S BAZAR

Le graphique a. présente les dépenses selon la taille du ménage par rapport aux ménages d'une personne. Pour les **réfugiés syriens au Liban**, les dépenses moyennes ne doublent que lorsque la taille du ménage atteint cinq et il faut 11 membres pour tripler les dépenses d'un ménage d'une personne. Les économies d'échelle sont donc importantes, principalement en raison de l'importance des coûts d'hébergement pour les réfugiés.

À **Cox's Bazar**, en revanche, les dépenses totales augmentent presque proportionnellement à la taille du ménage (double pour un ménage de deux personnes, triple pour un ménage de trois personnes). De légères économies d'échelle peuvent être observées pour l'alimentation. Pour les dépenses non alimentaires, les ménages plus nombreux ont même dépensé plus par personne. D'après ces données, les économies d'échelle semblent faibles.

Graphique a : Augmentation des dépenses des ménages selon la taille du ménage par rapport aux ménages d'une personne.



Remarque : graphique basé sur les calculs des auteurs. Données de l'évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban (VaSyr) 2017, et de l'évaluation de la vulnérabilité d'urgence de l'afflux de réfugiés (REVA II) 2019

⁵¹ Les données sur les dépenses sont nécessaires pour effectuer cette analyse. S'il n'existe aucune information sur les dépenses, des informations sur l'évolution des besoins en fonction de la taille du ménage peuvent être collectées par des moyens qualitatifs tels que des discussions de groupe ou des entretiens avec des informateurs clés.

⁵² Théoriquement, il est également possible d'analyser les dépenses selon la composition des ménages, mais la taille des échantillons permet rarement une désagrégation aussi détaillée.

Même pour la nourriture, de fortes économies d'échelle peuvent être détectées qui pourraient être le résultat de ménages nombreux pouvoir acheter de la nourriture en gros à moindre coût. Cependant, à Cox's Bazar, où les abris et autres biens non alimentaires partageables ont moins d'importance, les dépenses des ménages sont presque proportionnelles à la taille du ménage.

Si l'analyse révèle de petites économies d'échelle ou aucune, il est raisonnable d'utiliser une approche par habitant pour augmenter le MEB proportionnellement à la taille du ménage. Si d'importantes économies d'échelle sont réalisées, il est important de réfléchir à la manière d'en tenir compte lors de l'établissement du MEB. Voici quelques suggestions :

- Une solution possible (dans l'approche basée sur les dépenses) consiste à désagréger (ou re-sélectionner, voir ci-dessous) la cohorte de référence pour chaque sous-échantillon de taille de ménage, et en utilisant les dépenses pour chacune de ces cohortes, construire des MEB spécifiques pour chaque la taille du ménage.⁵³ Cette approche prend en compte les économies d'échelle en examinant directement les besoins spécifiques des ménages de différentes tailles, mais ne reflète que les différences moyennes dans la composition des ménages au sein de chaque taille de ménage. Dans cette approche, les très petites tailles d'échantillons rencontreront très probablement un problème si l'analyse est effectuée par taille de ménage. Si tel est le cas, les tailles des ménages pourraient être regroupées en catégories afin que l'analyse utilise des sous-échantillons, par ex. pour les tailles de ménages 1-2, 3-5 et 6-8, etc. ou d'autres groupes significatifs selon le contexte. Lorsque vous suivez cette approche, gardez à l'esprit que si la cohorte de référence est sélectionnée sur la base de caractéristiques de répartition des dépenses, telles que la suppression de déciles ou de quintiles extrêmes, cette procédure de suppression de quintiles ou de déciles doit être répétée au sein de chaque taille de ménage (ou groupe de taille). Sinon, s'il y a des économies d'échelle pour la consommation, il y a un risque de biaiser l'échantillon pour les ménages de taille les plus petits et les plus grands car leurs dépenses par tête se situeront aux extrémités de la distribution des dépenses.
- Une autre solution consiste à diviser le contenu du MEB en consommation « privée » (non partagée) et « publique » (partagée). Par exemple, la nourriture pourrait être non partagée et le loyer et le carburant partagés. Examinez les dépenses du MEB pour les biens non partagés et partagés pour un ménage de taille moyenne (ou pour des ménages de taille moyenne, par exemple 4 à 6 membres, afin de tirer parti d'une plus grande part de l'échantillon). La valeur non partagée peut ensuite être mise à l'échelle proportionnellement à la taille du ménage, tandis que la valeur partagée est maintenue constante pour toutes les tailles de ménage. De cette façon, le MEB résultant se compose d'un élément « plat » et d'un élément proportionnel.⁵⁴ Il s'agit d'un moyen relativement grossier mais intuitif d'estimer les économies d'échelle. La figure ci-dessous fournit une illustration simple de cette approche.
- Dans la documentation sur la pauvreté, la solution la plus couramment utilisée pour ajuster les économies d'échelle et la différence de composition des ménages consiste à utiliser des équivalents adultes plutôt que des nombres absolus de membres de ménage. Ces échelles d'équivalence attribuent un « nombre équivalent adulte » à chaque ménage, en fonction de sa taille et de sa composition, en tenant compte des économies d'échelle ainsi que des besoins différents des enfants et des adultes, c'est-à-dire la composition du ménage. Par exemple, le premier adulte du ménage est compté comme 1 et chaque adulte supplémentaire comme, par exemple, 0,7. Un enfant de moins de 15 ans est compté comme une fraction d'un adulte (par exemple 0,5). La taille effective du ménage en équivalent adulte est alors la somme de ces fractions en équivalent adulte.⁵⁵ Ensuite, les dépenses totales du ménage sont divisées par la taille du ménage en équivalent adulte. Le MEB est ensuite calculé à l'aide de ces dépenses ajustées par équivalent adulte. Bien qu'il ne s'agisse pas nécessairement d'une approche compliquée d'un point

Si l'analyse révèle de petites économies d'échelle ou aucune, il est raisonnable d'utiliser une approche par habitant pour augmenter le MEB proportionnellement à la taille du ménage.

⁵³ Voir Lanjouw (1998) sur l'établissement de seuils de pauvreté spécifiques à la taille du ménage (et de sa composition).

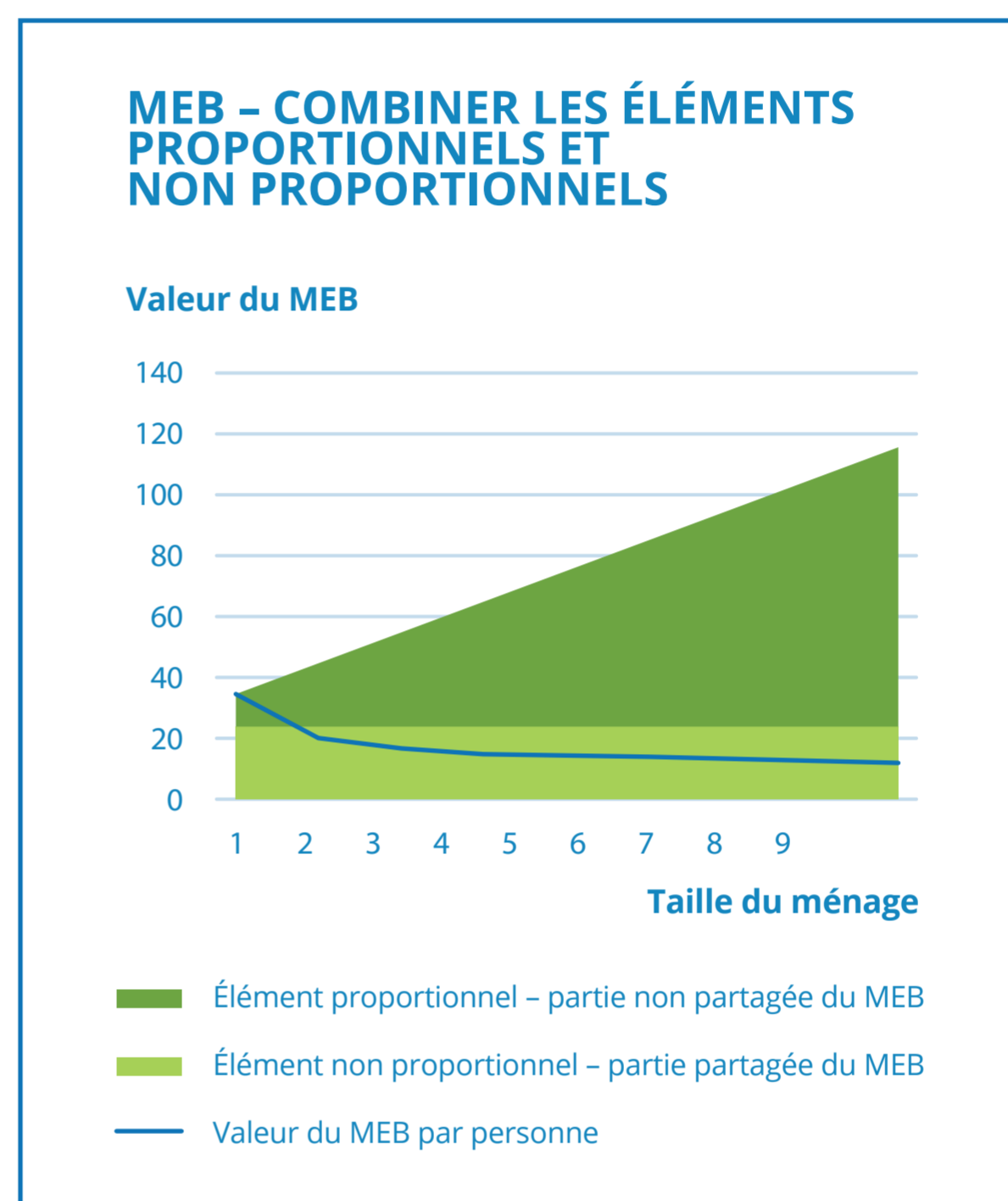
⁵⁴ Alternativement, l'élément plat peut également être « semi-plat » et défini en fonction des groupes de taille des ménages - en examinant les coûts partagés et en appliquant la même valeur forfaitaire dans, par ex. les groupes de taille du ménage 1-2, 3-5, 6-8 ou d'autres groupes selon le contexte.

⁵⁵ Une échelle d'équivalence courante est l'échelle de l'OCDE : elle attribue le poids 1 au chef de ménage, 0,7 à tous les adultes supplémentaires et 0,5 à tous les enfants. Un ménage de cinq personnes, disons deux adultes et trois enfants, se compose de 3,2 équivalents adultes (1+0,7+0,5+0,5+0,5). Il s'agit d'une échelle couramment utilisée dans de nombreux pays en développement et pays développés. Une autre échelle courante consiste à attribuer un poids 1 à chaque adulte et des poids différents aux enfants en fonction de leur âge. Pour le seuil officiel de pauvreté en Zambie, les pondérations suivantes sont attribuées aux enfants : 0-3 ans : 0,36, 4-6 ans : 0,62, 7-9 ans : 0,76 et 10-12 ans : 0,78.

de vue analytique, les échelles d'équivalence peuvent s'avérer difficiles lors de l'opérationnalisation du MEB. Si des échelles d'équivalence sont utilisées dans l'établissement du MEB, elles devront également être appliquées lors de la mesure des dépenses des ménages par rapport au MEB, pour l'analyse du gap par rapport au MEB et dans le suivi. Traduire le concept d'échelle d'équivalence en prise de décision opérationnelle peut donc s'avérer délicat. De plus, les résultats peuvent être assez sensibles au choix des échelles d'équivalence, donc la sélection des échelles appropriées est importante mais souvent pas simple, et une gamme d'échelles différentes existe.⁵⁶ Dans certains pays, des échelles d'équivalence spécifiques au pays peuvent avoir été conçues aux fins du calcul du seuil national de pauvreté.

Quelle que soit l'approche, la recommandation est toujours de **tirer le meilleur parti de l'analyse des données afin de comprendre comment les besoins évoluent avec la taille du ménage** (et éventuellement la composition), **tout en gardant à l'esprit que le MEB final doit être pertinent sur le plan opérationnel**. En particulier dans les cas (fréquents) où les MEB sont utilisés pour calculer les valeurs de transfert des ménages, il convient de considérer quel niveau de granularité analytique peut être transformé en action programmatique. Dans certains cas, il peut ne pas être possible sur le plan opérationnel de gérer différents transferts de taille par habitant pour des ménages de

tailles différentes, et l'effort supplémentaire pour obtenir des chiffres précis du MEB par taille de ménage peut ne pas en valoir la peine. La même recommandation générale que pour tous les aspects de l'établissement du MEB s'applique également ici : le résultat final doit être réaliste, une description juste des besoins et un produit pertinent sur le plan opérationnel.



Graphique 4. Combiner les éléments plats et proportionnels dans le MEB

⁵⁶ <http://www.oecd.org/economy/growth/OECD-Note-EquivalenceScales.pdf>.

8 Comment établir un SMEB

Un panier des dépenses minimum de survie (SMEB) est souvent établi en même temps qu'un MEB. Alors que le MEB est défini comme ce dont un ménage a besoin pour répondre à ses besoins essentiels, sur une base régulière ou saisonnière, et son coût moyen, le SMEB est le montant minimum absolu requis pour maintenir l'existence et couvrir les besoins vitaux, ce qui pourrait impliquer la privation de certains droits humains. Cependant, les concepts de SMEB et MEB n'ont pas toujours été utilisés de manière cohérente par la communauté humanitaire et sont parfois utilisés de manière interchangeable. Il est donc important de préciser dès le début de l'analyse si l'objectif est un MEB ou un SMEB.

Un SMEB peut servir au moins deux objectifs. Premièrement, avec le MEB, il peut être utilisé pour classer les ménages en différentes catégories de capacité économique à répondre à leurs besoins, les ménages dont les dépenses sont inférieures au SMEB ont une capacité économique très insuffisante, les ménages entre le SMEB et le MEB ont une capacité économique insuffisante, et les ménages au-dessus du MEB ont une capacité économique suffisante. Ces informations peuvent ensuite être utilisées pour profiler les personnes dans le besoin, hiérarchiser les bénéficiaires ou assurer le suivi. Deuxièmement, le SMEB peut éclairer les décisions programmatiques telles que les valeurs de transfert dans les situations où une assistance vitale immédiate est requise.

Les approches présentées ici suivent les méthodes du MEB ajustées pour s'adapter aux différents objectifs du SMEB. En conséquence, un SMEB peut être basé sur les dépenses ou sur les droits ou un hybride des deux approches, en fonction de la disponibilité des données et des exigences liées au programme.

Un SMEB peut être basé sur les dépenses ou sur les droits ou un hybride des deux approches, en fonction de la disponibilité des données et des exigences liées au programme.

L'approche basée sur les dépenses pour établir un SMEB

Le calcul d'un SMEB basé sur les dépenses est étroitement lié à la littérature sur la façon d'estimer les seuils de pauvreté nationaux. Alors que le MEB correspond à un seuil de pauvreté « supérieur », un seuil de pauvreté « inférieur », extrême ou austère est souvent défini en prenant la partie alimentaire d'un MEB et en l'ajoutant aux besoins non alimentaires considérés comme le minimum essentiel à la survie des ménages.⁵⁷

Le SMEB est le montant minimum absolu requis pour maintenir l'existence et couvrir les besoins vitaux, ce qui pourrait impliquer la privation de certains droits humains.

Mais comment les besoins non-alimentaires de survie sont-ils définis à partir des données de dépenses ? Lorsque les personnes reçoivent de l'assistance, on observe parfois que les ménages vendent une partie de leurs rations alimentaires pour couvrir certains articles non-alimentaires. Ces ménages renoncent à une partie de la ration alimentaire requise afin de couvrir ce qu'ils considèrent comme des besoins non-alimentaires de survie. En utilisant les données de dépenses pour construire un SMEB, une idée similaire est explorée : pour calculer le SMEB, les analystes identifient les ménages dont les dépenses totales alimentaires et non-alimentaires sont approximativement égales au montant du panier alimentaire du MEB uniquement. Afin d'accéder aux articles non alimentaires, ces ménages compromettront dans une certaine mesure leur apport alimentaire : parce que leurs dépenses totales ne suffiraient qu'à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels, c'est-à-dire le MEB alimentaire, tout ce qui est dépensé en articles non-alimentaires signifie qu'ils ne satisfont pas à leurs besoins alimentaires essentiels. Il est donc juste de supposer que le montant qu'ils choisissent de dépenser en articles non-alimentaires doit être considéré par les ménages comme absolument nécessaire. Les dépenses non alimentaires de ces ménages peuvent donc être considérées comme les besoins non-alimentaires de survie. Le SMEB est ensuite calculé en ajoutant ces dépenses non alimentaires de survie au MEB alimentaire. Ce SMEB permet aux ménages de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels et à leur survie en consommation non-alimentaire. Notez que cette approche nécessite un chiffre MEB alimentaire (soit déjà disponible, soit calculé dans le cadre de l'analyse du SMEB).

⁵⁷ Voir Lanjouw, 1998; et Haughton and Khandker, 2009.

Les étapes d'élaboration d'un SMEB basé sur les dépenses sont similaires à celles suivies pour construire un MEB, avec les considérations supplémentaires suivantes :

1. *Préparer les données sur les dépenses* : la source des données sur les dépenses peut être la même que celle utilisée pour le MEB.
2. *Choisir la cohorte de référence* : cette étape est différente. La cohorte est sélectionnée en calculant les dépenses totales du ménage et en les comparant au MEB alimentaire. Les ménages dont les dépenses totales sont égales (ou dans un intervalle autour) au MEB alimentaire sont sélectionnés comme cohorte de référence du SMEB.
3. *Établir le panier alimentaire et 4) Établir le panier non-alimentaire* : avec la cohorte de référence du SMEB, commencez par examiner combien ces ménages dépensent en articles non-alimentaires. Ajoutez cette valeur à la valeur alimentaire du MEB pour obtenir la valeur totale du SMEB. Pour établir un panier alimentaire et non-alimentaire, il existe deux options : i) utiliser le panier alimentaire MEB comme panier alimentaire SMEB, et les dépenses non alimentaires de la cohorte de référence SMEB comme panier non-alimentaire ; ou ii) examiner une troisième cohorte de ménages, à savoir ceux dont les dépenses totales se situent autour du niveau total du SMEB qui vient d'être établi, examiner leurs dépenses alimentaires et non alimentaires et les répartir dans des paniers alimentaires et non-alimentaires. Alors que les deux options fourniront la même valeur globale du SMEB, elles différeront en termes de composition et de part des dépenses alimentaires/non alimentaires.

L'annexe 2 fournit une illustration de cette méthode d'établissement d'un SMEB.

L'approche basée sur les droits pour établir un SMEB

L'approche basée sur les droits pour établir un SMEB suit en grande partie l'approche basée sur les droits pour établir un MEB. La principale différence est que les besoins, les articles et les quantités inclus doivent être limités à ce qui est considéré comme

absolument nécessaire à la survie, ce qui peut être difficile à définir. Cela s'applique à la fois au panier alimentaire et au panier non-alimentaire. Le MEB peut être un point de départ, s'il y en a un, ou bien les normes Sphère. Parfois, des PME fondées sur les droits ont été construites sur la base d'un MEB mais avec des quantités plus faibles pour certains articles, ou en gardant certains besoins tout en supprimant d'autres.

Les SMEB hybrides et la vérification des résultats par rapport à la réalité

Comme pour les MEB, il peut être avantageux de combiner les approches basées sur les dépenses et sur les droits pour créer un MEB hybride. Les principes directeurs sont les mêmes que pour le MEB, à la différence près que le SMEB résultant devrait continuer à ne contenir que le minimum requis pour la survie.

La même logique s'applique à la « vérification par rapport à la réalité » des résultats du SMEB ; quant au MEB, il est crucial de s'assurer que le résultat final est réaliste et pertinent sur le plan opérationnel, compte tenu de la différence conceptuelle entre le MEB et le SMEB. Il est important de consulter autant que possible la population d'intérêt pour comprendre leur point de vue sur ce qui constitue le strict minimum nécessaire aux ménages pour maintenir l'existence et couvrir les besoins vitaux.



Encadré 20

LES SMEB BASÉS SUR LES DROITS

Au **Liban**, la santé et l'éducation sont exclues du SMEB basé sur les droits, tandis que d'autres besoins sont couverts avec des montants plus faibles que dans le MEB. Par exemple, le SMEB a un panier alimentaire moins diversifié que le MEB.⁵⁸

En **Syrie**, le SMEB élaboré pour la partie nord du pays comprend de la nourriture, du kérosène, des produits d'hygiène, de l'eau et une petite quantité pour couvrir d'autres biens de survie. Le loyer et les services publics ne sont pas couverts.⁵⁹



⁵⁸ El Koury and Hajal, 2016.

⁵⁹ Cash Based Responses Technical Working Group Syria, 2014.



Encadré 21

LES SMEB HYBRIDES

Pour l'examen du MEB **au Liban pour les réfugiés syriens**,⁶⁰ une approche hybride du SMEB a été choisie. Tout d'abord, un SMEB basé sur les dépenses a été utilisé, calculant les dépenses non alimentaires des ménages dont les dépenses totales étaient égales au MEB alimentaire, et en les ajoutant au MEB alimentaire. Cela s'est traduit par des dépenses très faibles pour le logement (SMEB A). En raison de l'importance des abris en milieu urbain, une deuxième version hybride a été établie, calculant les dépenses non alimentaires des ménages dont les dépenses totales étaient égales à la somme du MEB alimentaire plus une valeur fondée sur les droits d'une tente comme abri de survie, le dont le coût provenait d'une PME fondée sur les droits (SMEB B).

Tableau a. SMEB hybride pour les réfugiés syriens

	MEB basé sur les dépenses	SMEB basé sur les dépenses	SMEB hybride
		SMEB A: alimentaire + non-alimentaire de survie	SMEB B: alimentaire + non alimentaire de survie & tente
	Cohorte : taille ménage 4-6, quint. 2-4, SCA acceptable	Cohorte : dépenses totales = MEB alimentaire	Cohorte : dépenses totales = MEB alimentaire + valeur tente
	n=923	n=923/210	n=923/210
Nourriture	43.7	43.7	43.7
Services publics (eau, gaz, carburant, électricité)	8.3	4.3	4.7
Articles non alimentaires (hygiène, vêtements)	4.0	1.8	2.4
Santé	9.3	3.7	4.2
Éducation	2.0	0.6	1.1
Transport	1.6	0.4	0.6
Communication	2.9	1.7	2.0
Autres dépenses	1.9		
Abri	31.4	6.0	16.2
Total (USD)	103.3	62.1	75.0

Dans le cadre de l'évaluation urbaine de **Kinshasa**,⁶¹ un SMEB a été établi en plus du MEB, comprenant un panier des articles les plus essentiels sur la base des données de dépenses utilisées pour le MEB. Pour le SMEB alimentaire, un régime moins diversifié a été établi en excluant certains aliments du MEB alimentaire et en redimensionnant le panier résultant à 2100 kcal. Pour la composante non alimentaire, les seuls éléments inclus étaient ceux qui étaient considérés comme essentiels pour atteindre les normes les plus élémentaires en matière de sécurité, de préparation des aliments, d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Il s'agissait d'eau, de combustible de cuisson, de produits d'hygiène et d'éclairage. La valeur de ces éléments dans le SMEB a été dérivée des dépenses médianes de la cohorte « non pauvres ».

⁶⁰ Hohfeld et al, 2020.

⁶¹ PAM et al, 2018.

9 Considérations supplémentaires à prendre en compte lors de l'élaboration des MEB

9.1 Ajustement pour les différences de prix selon les saisons ou les régions

Si le MEB n'est utilisé que dans une zone où les prix sont relativement homogènes, il n'est souvent pas nécessaire d'ajuster les différences régionales de prix. Cependant, si le MEB est destiné à être utilisé dans différentes zones urbaines/périurbaines et/ou rurales à travers le pays, il pourrait être essentiel de s'adapter aux différences. Cela signifie que le MEB peut être tarifé différemment pour différentes régions ou zones rurales ou urbaines/périurbaines (ou toute autre division de zones qui a un sens par rapport au comportement des prix). Il existe plusieurs approches pour ce faire :

- Évaluer le MEB sur la base des données de prix disponibles pour différentes régions ou zones urbaines/rurales. Pour le panier alimentaire de référence, cela est le plus souvent possible en utilisant **les prix alimentaires du PAM ou d'autres ensembles de prix saisonniers similaires**. Pour les articles non alimentaires, y compris le logement, les services publics et les services, cela peut être plus difficile et peut dépendre de la collecte de données sur les prix par différents partenaires ou nécessiter une nouvelle collecte de données.
- Pour certains pays, les données sur les prix fournies par le **Bureau national des statistiques** sont utiles. Dans le cas de la Turquie, des indices régionaux de parité de pouvoir d'achat ont été utilisés pour fournir des estimations de prix pour les composantes du MEB pour lesquelles aucune information directe sur les prix n'était disponible.
- Utiliser des **approximations à partir des données sur les dépenses**. Si l'enquête auprès des ménages porte sur une étendue régionale suffisante, les niveaux de dépenses dans différentes régions peuvent être explorés, en utilisant la cohorte de ménages juste au-dessus du seuil de pauvreté. Il faut être prudent dans l'utilisation de cette méthode, en particulier si la taille de l'échantillon par région est très réduite.

Alors que le MEB devrait être établi pour une population relativement homogène, il peut parfois être souhaitable d'établir un MEB portant sur tout ou sur la majeure partie d'un pays, où les modes de consommation varient considérablement.

9.2 Les besoins qui varient selon les saisons ou les régions

Dans de nombreux pays où le PAM travaille, **les besoins des ménages changent avec les saisons**. Par exemple, en Turquie, où les hivers sont froids, les ménages ont des besoins supplémentaires en chauffage et en vêtements chauds pour survivre. Dans d'autres contextes, il existe des différences significatives dans les besoins entre les saisons de soudure et des pluies. Ces besoins changeants pourraient être une raison pour établir différents paniers de référence d'un MEB à utiliser à différents moments de l'année, ou pour concevoir des compléments saisonniers. Dans le cas des articles nécessaires pour les hivers froids, cela est souvent appelé « winterization » (« hivérisation »).

Bien que cela n'influence pas l'approche utilisée pour construire le MEB, cela signifie que les analystes doivent considérer quand les données utilisées dans sa construction ont été collectées et si cela influence le MEB résultant. Ces considérations sont également importantes lors de l'utilisation du MEB pour le suivi ; si une enquête de suivi des dépenses est utilisée pour analyser si les dépenses des personnes sont supérieures ou inférieures au seuil du MEB, mais que l'enquête est entreprise lorsque les prix sont élevés ou lorsque les hivers sont froids, si le MEB n'est pas ajusté, les résultats montreront probablement une diminution dans le pourcentage de personnes dont les dépenses sont inférieures au MEB car les ménages ont des besoins plus élevés et/ou sont confrontés à des prix plus élevés et ont donc des dépenses plus élevées, sans en réalité être mieux lotis. En Turquie, il a été estimé que les besoins des ménages pendant l'hiver entraîneraient une augmentation de 48 pour cent des dépenses minimums.

Dans d'autres cas, **différents paniers peuvent être nécessaires pour différentes régions du pays, par ex. zones rurales et urbaines**. Alors que le MEB devrait être construit pour une population relativement homogène, il peut parfois être souhaitable de construire un MEB portant sur l'ensemble ou la majeure partie d'un pays, où les modes de consommation varient considérablement. Dans ce cas, il convient de se demander si (certains éléments du) MEB devraient être différents entre les différentes régions. Encore une fois, l'approche choisie pour construire le MEB ne devrait pas changer, mais les analystes doivent vérifier où les données utilisées dans sa construction ont été collectées et si les modèles de consommation sont très différents entre les différentes régions/zones. Par exemple, dans le cas de la Somalie, la principale céréale consommée varie considérablement entre le nord et le sud du pays, de sorte que le MEB utilise différentes céréales principales dans le panier alimentaire de référence selon les régions.

10 Comment trouver un indicateur indirect (proxy) pour un MEB quand on manque de données ou de temps

L'établissement d'un MEB peut être difficile en cas d'urgence soudaine ou si les données sont rares ou indisponibles. Vous trouverez ci-dessous quelques idées sur la façon dont cela peut être résolu. Cependant, du point de vue du principe de « ne pas nuire », il est important de souligner que les indicateurs indirects ne devraient être utilisés que de manière temporaire lorsqu'aucune autre solution n'est disponible.

- Utiliser le MEB national ou le panier de référence d'un MEB. Si les données de l'enquête ne sont pas directement disponibles et si la population d'intérêt fait partie et est similaire à la population globale du pays, le MEB national ou le panier de référence d'un MEB utilisé pour le seuil de pauvreté national peut être utilisé, s'il est disponible. Gardez toutefois à l'esprit que ce panier doit être utilisé à condition qu'il corresponde aux données que le PAM collecte ou auxquelles le PAM a accès par l'intermédiaire des partenaires ou du gouvernement, afin de garantir que le suivi puisse être effectué par rapport au MEB.
- Dans sa forme la plus basique, un MEB ne nécessite essentiellement qu'une valeur approximative pour le panier alimentaire et une estimation de la part moyenne des dépenses que les ménages consacrent à l'alimentation. Même si aucune donnée d'enquête pertinente n'est disponible, cette information doit être disponible pour un bureau de pays ou peut être rapidement collectée ou rendue approximative.
- Envisagez d'utiliser le salaire minimum comme indicateur. Gardez à l'esprit que bien que le MEB capture les besoins au niveau des ménages, le salaire minimum est le revenu au niveau individuel, donc une évaluation du nombre de salaires minimums nécessaires par ménage en fonction de la taille du ménage est requise. Il est également conseillé de se renseigner sur la manière dont le salaire minimum a été obtenu.

En fin de compte, un MEB représente une bonne mesure de préparation aux urgences et doit être construit avant une urgence. Bien que les prix et la disponibilité soient affectés par une urgence, il est toujours probable qu'elle constitue un point de départ utile.

11 Le suivi et la mise à jour du MEB

11.1 Assurer le suivi du coût du MEB

Pour être utile sur le plan opérationnel, le MEB doit être suivi et mis à jour au fil du temps pour tenir compte des changements de prix. Si l'inflation est élevée, cela pourrait devoir être fait tous les mois ; s'il est faible, une seule fois par an pourrait suffire. Cela devrait être prévu lors de la construction du MEB pour garantir que les composantes de coût du MEB peuvent être mis à jour.

Il existe différentes manières de mettre à jour le MEB selon les changements de prix :

- Si un panier de référence est correctement défini (pour les articles alimentaires et non alimentaires) et que les prix sont collectés pour les articles individuels dans le panier par le PAM ou ses partenaires, le MEB **peut être à nouveau tarifé**, en utilisant les prix mis à jour pour chaque article et en les multipliant par les quantités du panier de référence.
- Une solution simple consiste à **ajuster le MEB en utilisant l'Indice des Prix aux Consommateurs (IPC) national/ sous-national ou ses composantes**. Il s'agit simplement d'actualiser le coût du MEB avec l'augmentation (ou la diminution) de l'IPC pour la période considérée. Cependant, dans certains contextes, les IPC ne sont pas mis à jour ou pertinents pour la population cible. Les zones urbaines sont souvent surreprésentées dans l'IPC national. D'autre part, les prix et les coûts auxquels sont confrontés, par exemple, les populations déplacées peuvent être très différents des niveaux de prix nationaux. Dans des contextes de pauvreté où l'alimentation constitue une part importante des dépenses des ménages, l'évolution des prix des denrées alimentaires et des carburants est centrale pour refléter l'évolution des prix.
- Si aucun **Indice des Prix aux Consommateurs (IPC)** n'existe ou s'il n'est pas considéré comme applicable, **un indice des prix pour les principaux articles de consommation** peut être établi en utilisant la collecte de données sur les prix des articles alimentaires et des articles non alimentaires de base menée par le PAM et/ou d'autres agences ; cela peut ensuite être utilisé pour mettre à jour le coût du MEB. Dans les contextes où le logement représente une part importante des dépenses des ménages, les variations des coûts du logement doivent également être prises en compte.

11.2 Quand établir un nouveau MEB ?

La composition du MEB reflète les modes de consommation. Il est recommandé autant que possible de maintenir la composition du MEB constante et de ne surveiller que l'évolution des coûts dans le temps. Cependant, lorsqu'il y a des raisons de croire que les modes de consommation de la population pour laquelle le MEB est construit ont considérablement changé, il est temps de revoir sa composition et éventuellement de reconstruire le MEB pour refléter ces changements.

Qu'est-ce qui pourrait suggérer que de tels changements de consommation se soient produits ? La figure ci-dessous résume quelques événements typiques qui pourraient entraîner un changement significatif dans la consommation des ménages. **Les chocs**, par exemple une catastrophe naturelle, pourrait créer des besoins supplémentaires si les moyens de subsistance sont perturbés ou les conditions de vie sont modifiées. Des changements importants des **prix** des principaux articles de consommation peuvent également modifier les habitudes de consommation, dans la mesure où ils poussent les ménages à substituer certains articles à d'autres articles (sachez toutefois que la reconstruction du MEB ne serait souhaitable que si la substitution n'est pas seulement temporaire). Les **changements de population**, tels qu'un afflux de personnes déplacées ou d'autres événements qui modifient

la composition de la population dans la zone pour laquelle le MEB est établi, pourraient également conduire à un examen. Enfin, si l'offre de biens et services essentiels change, cela peut également modifier la consommation des ménages, par exemple si les services de santé deviennent gratuits et que les ménages ne sont plus obligés de payer pour les obtenir.

Choc	La survenue d'un choc a-t-elle engendré des besoins différents ou supplémentaires ?
Substitution	Les coûts ont-ils changé de manière significative entre des articles de consommation de base, de manière à ce que les ménages ont substitué leurs habitudes de consommation ?
Population	Un changement de population s'est-il produit (per ex., un déplacement) ?
Approvisionnement	L'aspect approvisionnement, ou l'apport de services a-t-il changé de manière à engendrer un changement dans la consommation du ménage ?

Graphique 5. Déclencheurs possibles de réexamen de la composition du MEB

Abréviations

EAM	Approche de l'économie des ménages
CaLP	The Cash Learning Partnership
CBT	cash-based transfers (transferts monétaires)
CotD	Cost of the Diet [approach] (approche selon le coût du régime alimentaire)
FNG	Fill the Nutrient Gap
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Indice des prix à la consommation
LSMS	Living standard measurement survey (étude de la mesure des niveaux de vie)
MEB	minimum expenditure basket (panier de dépenses minimum)
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau des Nations Unies pour la coordination des Affaires humanitaires)
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
REVA II	2019 Refugee Influx Emergency Vulnerability Analysis (analyse 2019 de la vulnérabilité de l'afflux de réfugiés)
SCA-N	Score de consommation alimentaire – nutrition
SCA	Score de consommation alimentaire
SMEB	survival minimum expenditure basket (panier des dépenses minimum de survie)
VAM	Vulnerability Analysis and Mapping (Analyse et cartographie de la Vulnérabilité)

Références

- Deaton and Grosh. 2000. "Consumption" in *Designing Household Survey Questionnaires for Developing Countries: Lessons from Ten Year of LSMS Experience*. <https://scholar.princeton.edu/deaton/publications/consumption>
- Deaton and Zaidi. 2002. *Guidelines for Constructing Consumption Aggregates for Welfare Analysis*. LSMS Working Paper no. 135. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/14101>
- The Cash Learning Partnership (CaLP). *Glossary of terminology for cash and voucher assistance*. <https://www.calpnetwork.org/learning-tools/glossary-of-terms/>
- Cash Based Responses Technical Working Group Syria. 2014. *Northern Syria Survival Minimum Expenditure Basket: Guidance Document*. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/northern_syria_smeb_guidance_document_dec_2014.pdf
- Cash Working Group Nigeria. 2018. *Minimum Expenditure Basket for North East Nigeria – Justification and recommendations*. Draft report. https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/meb_justification_guidelines.pdf
- Baizan and Klein. 2019. *Minimum Expenditure Basket (MEB) Decision Making Tools*. The Cash Learning Partnership. <https://www.calpnetwork.org/publication/minimum-expenditure-basket-meb-decision-making-tools-2/>
- El Koury and Hajal. 2016. *MEB and SMEB revision: Community Consultation*. Lebanon Cash Consortium. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/smeb-fgd-report-final-1.pdf>
- Geniez, Mathiassen, de Pee, Grede and Rose. 2014. "Integrating food poverty and minimum cost diet methods into a single framework: A case study using a Nepalese household expenditure survey" in *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 35, no 2. <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/156482651403500201>
- Haughton and Khandker. 2009. *Handbook on Inequality and Poverty*. The World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11985>
- Hobbs. 2016. *MEB/SMEB calculation for Syrians living in Turkey. Report commissioned by the Cash-Based Interventions Technical Working Group in Turkey*. <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/57031>
- Hohfeld, Papavero, Sandstrom, Dalbai and Renk. 2020. *Minimum Expenditure Basket for Syrian Refugees in Lebanon – Rights-based versus Expenditure Based Approaches*. PAM. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/76229.pdf>
- Inter-Agency Network for Education in Emergencies (INEE). *Minimum Standards for Education Handbook: Preparedness, Response, Recovery*. <https://inee.org/standards>
- Jolliff and Prydz. 2016. *Estimating International Poverty Lines from Comparable National Thresholds*. World Bank Policy Research Paper 7606. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/24148/Estimating0int00national0thresholds.pdf>
- Lanjouw. 1998. *Demystifying Poverty Lines*. World Bank.
- Ravallion. 1994. "Poverty Comparisons" in *Fundamentals of Pure and Applied Economics* 56.
- Republic of Zambia, Central Statistical Office. 2016. *2015 Living Conditions Monitoring Survey (LCMS) Report*. https://www.zamstats.gov.zm/phocadownload/Living_Conditions/2015%20Living%20Conditions%20Monitoring%20Survey%20Report.pdf
- Save the Children UK. 2018. *Basic Needs Assessment Guidance and Toolbox. Part I: Background and Concepts*. <https://reliefweb.int/report/world/basic-needs-assessment-guidance-and-toolbox>
- Manuel des normes Sphere : *Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response*. 2018 edition. <https://www.sphere-standards.org/handbook/>
- HCR, CaLP, Danish Refugee Council, OCHA, Oxfam, Save the Children et le PAM. 2015. *Operational Guidance and Toolkit for Multipurpose Cash Grants*. <https://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/01/operational-guidance-and-toolkit-for-multipurpose-cash-grants-web.pdf>

- PAM. 2004. *Sampling Guidelines for Vulnerability Analysis*. Thematic guidance, https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp197270.pdf
- PAM. 2008. *Food Consumption Analysis. Calculation and use of the Food Consumption Score in food security analysis*. https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp197216.pdf
- PAM. 2015. *Food Consumption Score Nutritional Analysis (FCS-N) Guidelines*. <https://www.wfp.org/publications/food-consumption-score-nutritional-quality-analysis-fcs-n-technical-guidance-note>
- PAM. 2018. *Revising the Food Basket and Minimum Expenditure Basket. Analysis to calculate a realistic cost of living for refugees in Turkey*. <https://reliefweb.int/report/turkey/revising-food-basket-minimum-expenditure-basket-analysis-calculate-realistic-cost>
- PAM. 2019. *Refugee influx Emergency Vulnerability Assessment – Cox's Bazar, Bangladesh*. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP-0000106095.pdf>
- PAM. 2020a. *Évaluation des besoins essentiels. Note d'orientation*. <https://www.wfp.org/publications/essential-needs-guidelines-july-2018>
- PAM. 2020b. *Technical Note: Fill the Nutrient Gap and Minimum Expenditure Basket. An explanation of approaches and identification of synergies*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116644/download/>
- PAM. 2020c. *Établir les valeurs de transfert pour les interventions de transfert en espèces. Transfer Value Interim Guidance*. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117963/download/>
- PAM, global Food Security Cluster and Food Security Cluster for the Democratic Republic of the Congo. 2018. *Adapting to an Urban World. Urban Essential Needs Assessment in the five communes of Kimbanseke, Kinsenso, Makala, N'sele, and Selambao (Kinshasa)*. <https://www.wfp.org/publications/democratic-republic-congo-urban-essential-needs-assessment-five-communes-kimbanseke-kinsenso>
- Organisation mondiale de la Santé et Global Health Cluster – Cash Task Team. 2020. *Technical Note on the Inclusion of Health Expenditures in the Minimum Expenditure Basket and Subsequent Multi-purpose Cash Transfer*. <https://www.calpnetwork.org/publication/inclusion-of-health-expenditures-in-the-meb/>

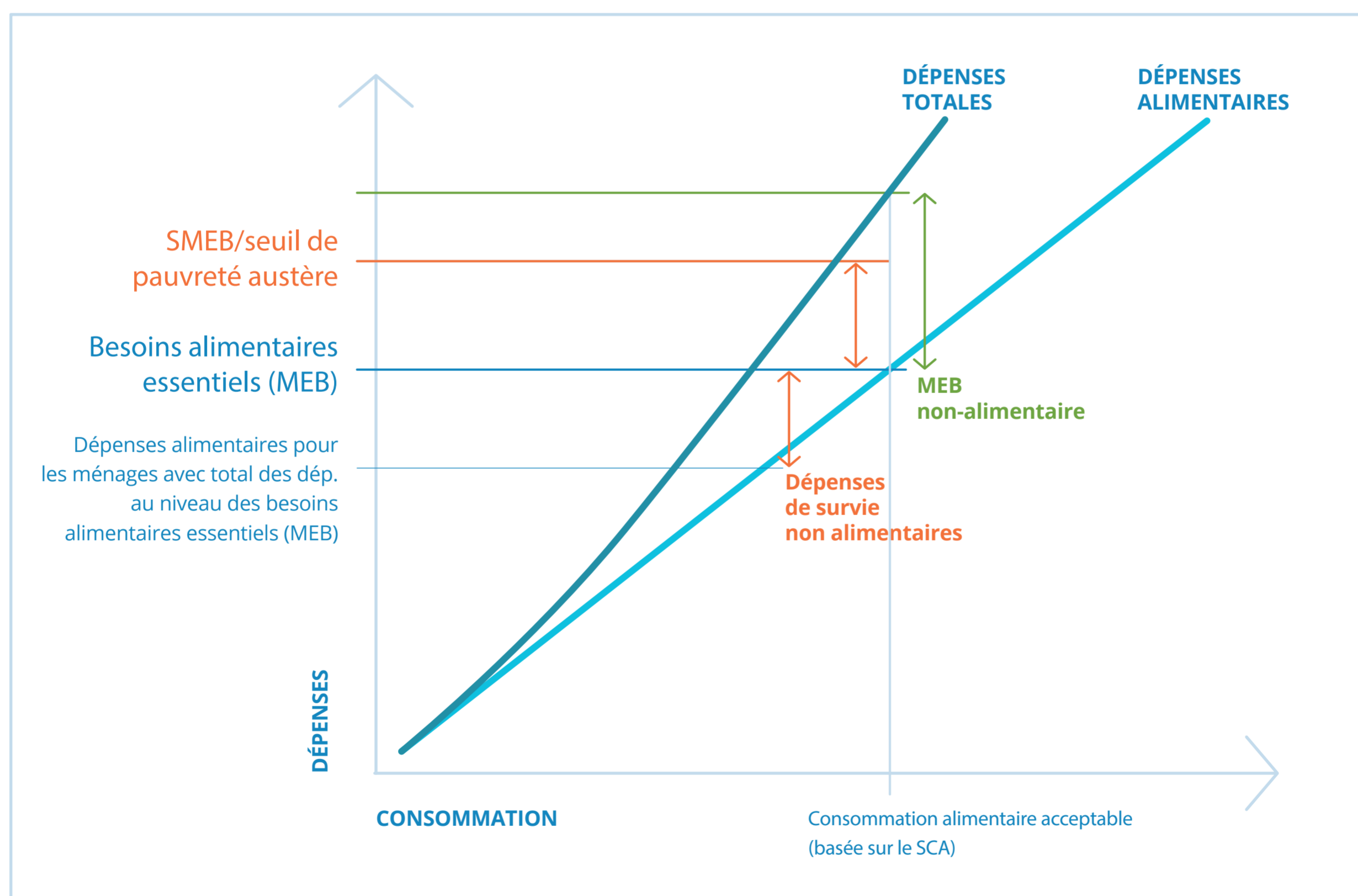
Annexe 1 – Bonne pratique pour l'analyse des données de dépenses

Les analystes doivent toujours s'assurer que les données sur les dépenses sont **correctement nettoyées et que les valeurs aberrantes ont été supprimées**, et qu'elles sont converties sur la **même période de rappel** (les articles alimentaires et non alimentaires ont généralement des périodes de rappel différentes).

Les dépenses doivent être calculées en **chiffres par habitant** (par exemple en divisant les dépenses totales des ménages par la taille du ménage) afin de les rendre immédiatement comparables entre les ménages (ou par équivalent adulte ; voir la section 7 sur comment tenir compte des économies d'échelle et de la composition des ménages).

Avant de commencer l'analyse MEB, il est fortement recommandé d'effectuer une simple analyse descriptive des données de dépenses afin de les comprendre. Analysez les **dépenses moyennes et médianes** de l'échantillon. Cela aidera à comprendre la répartition des dépenses et à détecter les problèmes possibles. Alors que la médiane est plus robuste aux valeurs aberrantes, si une grande partie de l'échantillon a 0 dépenses pour un article particulier, la médiane pourrait être 0 et peut donc ne pas être la meilleure estimation du besoin. Dans ce cas, la moyenne peut être préférable. Une **analyse de la fréquence** des dépenses non équivalentes à 0 par groupe/article peut également être utile pour comprendre si certaines dépenses sont ponctuelles ou forfaitaires.

Annexe 2 – Le SMEB basé sur les dépenses : une illustration



Ce graphique est basé sur : Lanjouw. 1998. *Demystifying poverty lines* (démystifier les seuils de pauvreté), la Banque mondiale et Ravallion. 1994. « Poverty comparisons » (comparaison des pauvretés) sans le document « *Fundamentals of Pure and Applied Economics 56* » (Les bases de l'économie pure et appliquée).